

tribune

socialiste



NON

A L'ORDRE - MARCELLIN



tribune PSU socialiste

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :

Michel CAMOUIS - Françoise
CLAIRE - Pascal DORIVAL - Nidal
FALASTINE - Bernard JAUMONT -
André LAUDE - Jean LE GAR-
REC - Pierre ROSANVALLON -
Lucien SAINTONGE.

Photos : AGIP (7, 16), AFP (4, 7,
11), D.R. (8, 9) - Michel ERLICH
(14), HORACE (8, 9), Pascal LE-
BRUN (9).

Dessins : BAROU (6, 10).

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 26.000 exemplaires.

7 JOURS DANS T.S.

■ Pompidou fait partie de ces hommes à qui les événements n'ont rien appris, ni rien fait oublier : son nouveau gouvernement compte parmi les plus réactionnaires - au sens premier du mot : ceux qui ont une crainte instinctive du changement - que la V^e République ait connu : Jacques Gallus rappelle (page 4) ce que signifie la désignation d'un Maurice Druon aux Affaires culturelles.

Aux lycéens et élèves des C.E.T. qui crient « Les sursis on s'en fout, on ne veut plus d'armée du tout ! », Messmer ne sait que parler le langage d'un adjudant de semaine. Pourquoi le lui reprocher ? Pompidou l'a mis là où il est pour ça. Oh ! certes, ce n'est pas ces menaces qui empêchent les lycéens - en liaison avec les syndicats - de continuer à manifester contre le pouvoir. Le phénomène le plus extraordinaire de ces derniers jours est la mobilisation des C.E.T. : les pages centrales de ce numéro font le point sur ceux qui l'on nommé « Les O.S. de l'enseignement » (pages 8-9).

Ce sont d'ailleurs les élèves de l'enseignement technique qui expriment le plus clairement la liaison du combat de la jeunesse lycéenne avec les travailleurs : à l'heure où ces lignes sont écrites, les O.S. de Renault sont en pourparlers. Leur mouvement a montré que, par delà les revendications d'augmentations de salaires qui sont le pain quotidien de la lutte ouvrière (cf. Front des Luttes, pages 12), c'est le pro-

blème de la condition salariale elle-même qui est posé : Michel Camouis le montre en page 5.

■ L'attention des syndicats à cette lutte est significative (cf. l'article de Jacques Ferlus sur la stratégie syndicale, page 6), de même que l'attitude du pouvoir : si Pompidou, papelard et Louis-Philippard, parle de « générosité » à l'égard des O.S., il n'hésite pas à employer le bâton à l'égard des lycéens et des enseignants ; Jean Verger rappelle ce qu'est aujourd'hui le rôle de la police (page 7) — que la presse bien-pensante bénit quand elle cogne les « derniers quarterons d'irréductibles » dans les manifs. Même si, comme à Strasbourg, des manifestants restent sur le carreau...

Répression également que celle qui menace les 28 enseignants qui voulaient protester au ministère contre les D.E.U.G. (page 10), qui frappe déjà des élèves et des enseignants du secondaire.

■ Répression. Il n'y a pas qu'en France : au Cambodge, les bombardements de terreur continuent de frapper civils et combattants, et si les derniers Américains quittant le Vietnam rentrent - enfin - « at home », rien ne permet

d'affirmer que les milliers de prisonniers qui croupissent aujourd'hui encore dans les geôles de Thieu, en sortiraient sains et saufs. Et ce, tandis que le gouvernement français continue de fournir aux colonels grecs « de la poudre et des balles » (pages 11-12).

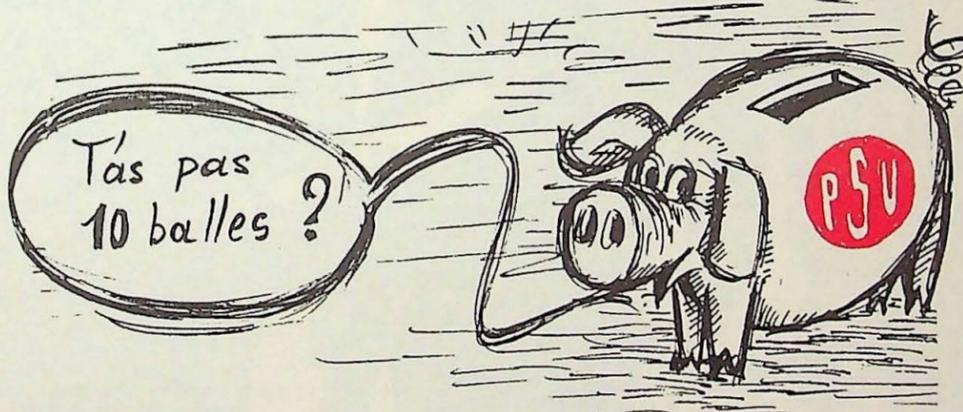
A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons les événements de Beyrouth : la nuit des longs couteaux... Ce qui frappe le plus dans les premières informations qui parviennent du Liban, c'est l'impunité totale dont les tueurs sionistes semblent assurés. Au Liban, comme à Paris.

Sur le plan international toutefois parviennent aussi des lueurs d'espoir : dans la réunion internationale des travailleurs de Michelin, dans les travaux de nos camarades britanniques de l'institut pour le contrôle ouvrier (page 16) s'esquissent les nouvelles formes de lutte des travailleurs européens face à la nouvelle stratégie patronale (page 4).

■ Nouvelle stratégie, nouveaux militants : cela appelle le débat sur la pratique militante d'aujourd'hui qu'entame en page 13 Pierre Rosanvallon et Jacques Gallus à propos du livre de Daniel Mathé.

Nouveaux militants, nouveau journal peut-être ? Encore en faut-il les moyens — si vous trouvez qu'on se répète, le moyen le plus simple de nous faire taire... C.C.P. Paris et la suite.

Thierry MORUS ■



SAMEDI 12 MAI, à 14 heures. . .

Secteur école : réunion d'information et de formation des militants « parents d'élèves ».

Thèmes : les différentes filières de l'école. — Les conseils de classe. — L'orientation scolaire. — Rôle et limite de l'A.P.E.

Inscriptions et renseignements : 9, rue Borromée.

DÉCOUVERTE ET CULTURE

Vacances de Pâques

ALBANIE, 14 jours, 1.150 F

ALGERIE (Sud), 13 jours, 1.070 F

CHEVAL, 14 jours, 590 F

SKI, 1 semaine, 260 et 300 F

94, rue Notre-Dame-des-Champs
Paris 6^e - Tél. : 325-00-09

Permanence tous les jours
de 16 h à 19 h 30

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue N°

Ville N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU P. S. U. »

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »
1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 90 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

SOUSCRIPTION 1973

POUR QUE S'AFFIRME LE COURANT AUTOGESTIONNAIRE

C.C.P. PARIS 14.020.44

9, RUE BORROMÉE, PARIS 15^e

Reçu à ce jour 168.352,30 F
Encore un effort pour 231.647,70 F

(au 06.04.73)

la longue marche

La première partie du règne « pompidolien », qui s'est achevée le 12 mars, a été caractérisée par la malhonnêteté et la voracité : ruée des baronnets sur les grasses prébendes, trafic d'influences, scandales en tous genres. Encore, n'apparaissait, de cet iceberg de scandales, que la petite partie émergée. On devine, par éclair, qu'il se mijote dans les offices du régime une peu ragoûtante cuisine où s'agitent de bien douteux marmittons...

obscurantisme et répression

Passée sa grande peur des derniers mois, le régime, conforté par sa victoire « introuvable », entre dans le deuxième règne pompidolien. On en distingue déjà, dans les grands traits, ce qu'en sera l'image de marque : l'obscurantisme et la répression, les deux caractéristiques se renforçant l'une l'autre. On réprime quand on ne comprend rien et on ne comprend rien lorsqu'on n'est plus que l'ombre d'un pouvoir se survivant par la force d'institutions faites sur mesure et la peur de l'inconnu pour une masse importante des citoyens.

Cette caractérisation, déjà perceptible durant la campagne électorale avec les déclarations de Messmer, Foyer, Peyrefitte et autres, va s'accroître dans les mois à venir. On peut faire crédit, sur ce point, à Fontanet, qui s'illustre dans cet exercice depuis quelques jours ; à Royer, le Tartuffe de Tours ; à l'immortel Druon, auteur de l'immortel « Tristou les pouces verts » ; à Comiti, Galley et autres Ger-

main : la liste des secrétaires d'Etat renforcera probablement ce potentiel déjà non négligeable, on parle même de Mazeaud !

Quant à l'ouverture par la force, elle ne se fera guère attendre : la répression policière s'est déjà largement manifestée (les étudiants strasbourgeois en ont fait l'expérience). La répression administrative est en cours (sanction contre un professeur PSU de La Rochelle). La répression judiciaire également (28 professeurs inculpés pour « violation de domicile » pour être venus lire au Conseil de l'Enseignement Supérieur une motion condamnant le DEUG).

Il est évident que cela ne fait que commencer. Pour riposter à cette répression clairement engagée par le pouvoir, il est nécessaire que très vite s'unissent toutes les forces de la gauche et de l'extrême-gauche : le PSU fera des propositions précises dans ce sens.

A cette fermeté affichée à l'égard des lycéens et des enseignants répond une curieuse « compréhension » du pouvoir envers les OS et les travailleurs immigrés, autre point fort de l'actualité.

Mais là encore, les princes qui nous gouvernent n'en finissent pas de s'illustrer par des propos qui déshonorent ceux qui les prononcent. Pompidou parle de « générosité » : c'est bien là le langage d'un régime « d'ordre moral »...

Les travailleurs, monsieur Pompidou, ne veulent pas de votre « générosité », ils ne demandent pas la charité.

Ce qui est en cause, c'est tout simplement le droit à une vie décente, le droit à la dignité, le droit à la liberté de s'exprimer politiquement et syndicalement : toutes choses qui sont précisément refusées par ce régime à ceux qui, pourtant —

ils sont 800.000 dans la seule région parisienne —, constituent un apport essentiel à la bonne marche d'une machine économique dont ce même régime se targue si volontiers !

Il serait trop facile de mettre en relief l'opposition classique entre pays « réel » et pays « légal ». Mais, le 9 avril, une fois de plus, ils étaient des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, de jeunes et de moins jeunes, dans la rue, au coude à coude.

Quelle que soit l'analyse que l'on puisse faire du changement récent d'attitude de la CGT, quel que soit l'agacement qu'on peut éprouver devant les interminables tractations entre organisations pour un ordre de préséance ou la mise en place d'un cortège, les manifestations de masse de ces dernières semaines sont d'une extrême importance.

un grand cri

Toutes les revendications s'y jettent pêle-mêle, sans forcément un lien de cohérence : l'armée, le sursis, les salaires, les cadences, la répression... Il s'agit là d'un grand cri contre la société d'aliénation et d'exploitation et qui dépasse la volonté des organisations politiques et syndicales.

Au Conseil National de Juvisy, en juin 71, le PSU prévoyait que le scrutin de classe du 11 mars permettrait probablement aux forces politiques et sociales du pays de se mettre en mouvement. Nous avions vu juste. Il ne s'agit pas d'un nouveau Mai. C'est une longue marche qui s'engage, pleine de bruits et de fureurs.

Jean LE GARREC.

HALTE AU TERRORISME SIONISTE !

Les terroristes israéliens ont frappé une fois de plus la résistance palestinienne, à Paris et à Beyrouth.

Immobilisme ou complicité tacite ? Les gouvernements français et libanais sont étrangement impuissants devant les crimes sionistes perpétrés dans leurs pays.

Au Liban, depuis la guerre de 67 (à laquelle ce pays n'a pas pris part), les Israéliens se conduisent comme en territoire conquis et ne rencontrent qu'une résistance insignifiante et purement formelle de l'armée libanaise. Raids meurtriers au napalm régulièrement dans le sud du Liban contre les populations civiles, opérations de commando en plein centre de Beyrouth (en 1968 et dans la nuit du 9 avril), colis piégés, l'Etat sioniste ne recule devant rien pour exterminer la résistance palestinienne et, à travers elle, un peuple à qui il refuse le droit à l'existence. La responsabilité des Etats alliés et complices d'Israël avec, à leur tête, les Etats-Unis, n'est plus à démontrer.

Tête de pont de l'impérialisme occidental au Moyen-Orient, l'Etat sioniste, joue le rôle de gendarme dans cette région et la condamne à l'asservissement et au sous-développement.

N.F. ■

Communiqué du Bureau National du PSU

Moins de trois mois après la mort de Mahmoud Hamchari, un autre représentant de la résistance palestinienne, Bassel Raouf El Koubaissi, vient d'être abattu par les tueurs israéliens qui ont opéré en plein Paris, sans chercher à se dissimuler, ce qui prouve à quel point ils sont sûrs de l'impunité. En effet, jamais la moindre trace n'a été trouvée de ceux qui ont commandé l'attentat qui devait coûter la vie à Mahmoud Hamchari. Bien au contraire, les seules opérations menées depuis quelques mois par la police française l'ont été contre des militants palestiniens.

Le Bureau National du PSU, réaffirme sa solidarité avec le peuple palestinien pour l'affirmation de son droit à l'existence et dénonce la scandaleuse complicité du gouvernement avec les services spéciaux Israéliens pour tenter d'anéantir toutes formes de résistance de la part des Palestiniens. ■

● une lettre de l'AMR

Chers camarades, Nous avons été très surpris de voir dans le dernier numéro de « Tribune Socialiste » que l'AMR s'était associée au communiqué des 15 organisations (PSU, CFDT, OS, JEC, MARC, etc.).

Il s'agit certainement d'un malentendu, mais nous n'avons jamais contresigné ce document.

En effet, il ne nous paraissait pas correct de faire un clivage parmi l'ensemble des organisations qui soutenaient et soutiennent toujours le mouvement lycéen et les organes qu'il s'est démocratiquement donnés. Le texte paru aurait pu être élaboré communément avec

les organisations de l'extrême-gauche qui ont pris une part essentielle dans le développement et la structuration de ce mouvement. Le texte final aurait été enrichi sans que son sens politique soit profondément modifié.

Dans ces conditions, refuser une élaboration commune de toutes les organisations sans exclusive qui aurait certainement abouti à un accord, revient d'une certaine façon à jeter l'exclusive sur l'extrême-gauche révolutionnaire.

Salutations communistes. Jean-Louis Weissberg, du Bureau exécutif de l'AMR.

P.S. — Nous vous demandons de bien vouloir insérer cette mise au point dans votre prochain numéro de « TS », afin que vos lecteurs soient correctement informés de nos prises de position réelles.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMEE, PARIS-15^e

ce que les patrons attendent du pouvoir...

Les patrons français, au lendemain des élections législatives, sont satisfaits, mais sans excès. Ce n'est plus la lune de miel avec Georges Pompidou, la belle euphorie de 1969.

QUAND il s'était porté candidat aux présidentielles, il bénéficiait du soutien enthousiaste et actif de tout l'état-major du CNPF ; c'était l'époque des confidences joyeuses du genre : « Pompidou, il est des nôtres »... « c'est un financier, il saura gérer l'économie du pays »... « ce sera un interlocuteur plus au fait des problèmes que son prédécesseur ».

Et puis quatre ans après, au début de l'année, les patrons français se sont mis à rêver d'infidélité, d'infidélité contrôlée tout au moins. Ils ont souhaité une majorité non plus exclusivement UDR, mais des mêmes (beaucoup moins nombreux) en état de besoin de forces d'appoint : les Républicains Indépendants bien sûr mais aussi les Réformateurs. A cela quatre causes.

1°) Les patrons veulent sauver l'Europe ; pour des raisons économiques. « Nous faisons 48 % des échanges avec l'Europe, disent-ils ; elle fait désormais partie du marché intérieur de la France ». Or le CNPF reproche au Gouvernement un

manque de volonté européenne pour venir à bout des obstacles ; le système monétaire, les problèmes agricoles, les difficultés économiques et sociales de la Grande-Bretagne et de l'Italie, les sourires de l'Allemagne vers l'URSS et les Etats-Unis pour réussir sa politique à l'égard de l'Allemagne de l'Est. Conclusion : Les patrons souhaitent un peu de sang neuf, celui des pro-Européens déclarés de toute éternité, les réformateurs. Clin d'œil à Jean Lecanuet.

2°) Les patrons veulent sauver et développer le libéralisme. Ils ont plus ou moins bien accepté toutes les mesures leur apparaissant contraignantes voire dirigistes, en matière de prix par exemple. Ils refusent d'entrer dans un engrenage et à cause de cela font toute confiance aux « centristes libéraux ». (Va sans dire qu'ils rejettent plus encore un gouvernement socialo-communiste qui aurait imposé certaines mesures par voie législative).

3°) Les patrons rêvent d'un parti susceptible de séduire et de concerner les cadres ; et tant qu'à faire



qui se trompe de siècle ?

M. Maurice Druon, nouveau ministre des Affaires culturelles est comme on le sait un homme qui écrit beaucoup. Des livres et des articles. Nous n'avons pu résister au plaisir de rappeler quelques extraits d'un article retentissant de ce monsieur, publié par « Le Monde » du 7 août 1971. Cet athée convaincu avait alors entrepris de sermonner une Eglise qui selon lui « se trompait de siècle ».

« Une église a pour vocation de dispenser des certitudes, non de répandre des doutes (...). Il est de la vocation d'une église de proposer une règle et de la faire respecter, à tout le moins de son clergé (...). Attention mes pères, tout peut être modernisé, sauf Dieu ! (...). Prêtre vient de « presbus », le vieillard, l'ancien, l'ainé, le sage, l'ambassadeur. D'un prêtre, on attend une direction, donc une autorité ; si nous avons besoin de lui, c'est pour qu'il confère un peu de sublime, un peu de sacré — ou de sacrement — aux actes de notre vie (...).

Parce que les premières églises chrétiennes étaient en conflit avec l'ordre romain et les fonctionnaires impériaux,

une partie du clergé veut se persuader et nous persuader que la révolution est la vocation de l'église. Il y a seize siècles bien comptés que l'église a cessé d'être révolutionnaire, seize siècles qu'elle a obtenu ce qui était son ambition et sa volonté initiales : supplanter les religions précédentes, donc modifier la philosophie de l'Etat.

Seize siècles qu'elle est non plus une force de subversion, mais un pouvoir, composant ou collaborant avec les autres pouvoirs dans une société qu'elle a contribué à construire (...) serait-ce pour se dédouaner de cette longue suite d'omissions et de compromissions que la fraction gauchiste de l'église — mais est-ce encore une fraction ? — a choisi de contester et bouleverser une société, la France, qui n'est ni ne se veut en guerre avec personne, où le colonialisme est aboli, où le racisme est condamné par les lois, où les droits de la personne humaine sont garantis par la Constitution, où les conditions de travail sont réglementées et constamment aménagées, où les familles sont subventionnées, où l'instruction est dispensée gratuitement, où l'accident, la maladie, la vieillesse sont en partie prises en charge par la collectivité ?

A-t-on connu, au cours des deux millénaires une société plus fondamentalement chrétienne que la nôtre, socialement parlant ? L'église se trompe de siècle. »

Effectivement !

mieux vaut que ce soit sous la houlette de J.J. Servan-Schreiber que de François Mitterrand. « Les cadres, dit-on rue Pierre-1^{er}-de-Serbie, sont des privilégiés sociaux bourrés de complexes. Il faut les récupérer ; et, les réformateurs, comme grand parti des cadres, sont une perspective positive ».

4°) Les patrons enfin ont tous le souci d'une marge de manœuvre au centre gauche ; une sorte de ballon d'oxygène qui leur permet de vivre sans peur du lendemain. Clin d'œil à J.J. Servan-Schreiber.

Aujourd'hui donc le patronat français est partagé entre la joie et la crainte ; entre le « Ouf » et le « Bof ».

Ouf : « Nous avons évité une victoire de la gauche ». C'était l'objectif premier. Le Président du CNPF lui-même, François Ceyrac, avait pris position contre le programme « socialo-communiste ». Plusieurs dirigeants d'entreprise avaient multiplié les initiatives. Ainsi Serge Dassault avait-il écrit à tous les membres de son entreprise (l'Electronique Marcel Dassault) : « En cas de victoire de la gauche il faut prévoir une récession

rapide et la suppression de la plupart des emplois dans la société ».

Bof : « Messmer succédant à Messmer ce n'est pas le changement (modéré) escompté, ni le mouvement (dans le calme) espéré. On a peur qu'ils retombent dans l'ornière de l'immobilisme et qu'ils se partagent le gâteau trop tranquillement ; peur que le mouvement se paralyse. Et vous savez, le jour où la bicyclette s'arrête, celui qui est monté dessus tombe par terre ».

Les patrons français ont passé les élections de 1973 en évitant le pire ; ils ont déjà commencé la campagne des présidentielles de 1976. Ils semblent avoir pour leur candidat des yeux de Chimène. Et le Rodrigue du CNPF pourrait bien s'appeler Jacques Chaban Delmas. Il a le profil de l'emploi : expérience et image de marque. Mais il répond aussi aux quatre exigences patronales : c'est un européen convaincu, un libéral garanti, un homme susceptible de séduire les cadres et enfin un champion du centre gauche. Une seule ombre au tableau pourtant le champion a pris un bien mauvais départ...

Lucien SAINTONGE ■



tema

JEAN-PIERRE OPPENHEIM
LA CFDT ET LA PLANIFICATION

25 F

GILBERT SAUTRAY ET CHRISTIAN DOREMUS
GUIDE DE L'EMPLOI DES CADRES

20 F

MARC MANGENOT,
NORBERT ALISE ET FABIENNE REMOUSSIN
LES JEUNES FACE A L'EMPLOI

20 F

MICHEL BIGEY ET ANDRE SCHMIDER
LES TRANSPORTS URBAINS

18 F

une nouvelle publication du PSU

Chacun connaît — ou devrait connaître — la revue du PSU : Critique Socialiste qui paraît tous les deux mois.

Il existe désormais un supplément critique à cette revue, qui vise à engager le dialogue avec des auteurs ou des réalisateurs à partir de leurs œuvres. Il s'agit de les interroger politiquement et non de se livrer à une critique d'art. Ce faisant, nous pensons contribuer à l'avancée du débat et de la formation politique dans leur ensemble. Mais le dialogue doit se nouer : c'est l'affaire des lecteurs.

Un premier numéro est paru il y a deux mois : il comporte une étude approfondie du livre de Deleuze et Guattari, « l'Anti-Edipe », par Blandine Barret-Kriegel ; une bibliographie critique sur la croissance et l'écologie ; une analyse des livres de Baudrillard (le système des objets) et de F. Oury et J. Pain (chronique de l'école-caserne) ; une invitation à lire Fourier.

Un second numéro vient de paraître. Centré sur l'œuvre du biologiste Henri Laborit, il examine les livres d'Ignacy Sachs (« Découverte du tiers monde »), Gérard Mendel (« Socio-psychanalyse de l'autorité »), Marthe Robert (« Origines du roman »), et de Ch. Brunschwig, Calvet, Klein (« Cent ans de chanson française »).

Ces œuvres ne sont pas choisies au hasard, mais en raison de leur apport à la réflexion politique, à l'action militante, au combat socialiste.

Il dépend de vous, maintenant, que cette expérience réussisse et puisse se poursuivre.

Chaque numéro : 3 F. Abonnement annuel au supplément : 25 F. Abonnement à la revue et au supplément : 45 F.

CCP Paris 19.706.28.

à Renault, comme ailleurs, les O.S. ne sont plus à vendre

Vendredi dernier 6 avril, à l'heure du café, on ne parlait guère, de l'île Seguin à la place Nationale de Billancourt, des propos « affectueux » que Georges Pompidou avait tenus le matin même lors du Conseil des ministres à l'égard des ouvriers. « Il convient de se montrer imaginatif et généreux », a-t-il déclaré, plein de compassion, bouleversé sans doute.

Trois jours auparavant, le président qui se prend de plus en plus pour un roi, avait, dans un « message » au Parlement, fait l'autocritique de la France capitaliste :

« Le travail parcellisé qui fait de l'ouvrier et de l'ouvrière le maillon d'une chaîne, devient anachronique et est de moins en moins supporté. » Juste avant, Pompidou précisait dans le même message : « Il s'agit là d'une révision complète des idées qui se sont fait jour et ont triomphé dans la société industrielle depuis la fin du dix-neuvième siècle. »

Est-il devenu fou ce Pompidou ? A-t-il oublié que sa majorité conservatrice venait d'être réélue après une ignoble campagne contre l'idée du socialisme ? A-t-il oublié que c'est le patronat qui remplit les caisses des partis de la majorité conservatrice (dite libérale, ça fait plus chic et plus noble !) ?

Foin de générosité et d'autocritique : le patronat, lui, a répondu d'une autre façon au mouvement de colère des OS et de l'ensemble des travail-

leurs, jeunes ou anciens, hommes ou femmes, immigrés ou français. François Ceyrac, le patron des patrons, après des discours tout aussi généreux, a déclaré que, finalement, on pouvait régler les conflits avec de l'argent. Autrement dit, en payant un peu plus cher le prix de la force de travail.

A la Régie Renault, secteur nationalisé, après les propos « humanitaires » du PDG Dreyfus, le masque est tombé lorsque parle Ouin, l'un de ses tout premiers sous-fifres. Pour celui-ci, la fabrication intensive de bagnoles s'accommode mal de considérations sur la santé physique et psychique de l'ouvrier.

Au fond, il a tout à fait raison. Mais ce qu'il oublie de dire c'est que, cette production intensive, les travailleurs ne l'ont pas réclamée. Ceux qui la réclament, ce sont tous les profiteurs qui, en amont ou en aval de la fabrication des voitures, engrangent une part importante des bénéfices pour leur compte personnel ou des « investissements » là où ça peut rapporter encore plus, là où leurs caprices, leurs marottes les entraînent.

Donc, M. Pompidou va faire la révolution en sciant la branche sur laquelle il est assis. L'imposture des politiciens du capital ne met même plus en colère les ouvriers de Renault. C'est comme si toute cette comédie appartenait déjà aux « poubelles de l'histoire ».

A l'image des ouvriers des presses, ils opposent depuis trois semaines une tranquille détermination aux gesticulations présidentielles et ministérielles, comme les lycéens, les étudiants, les lycéens du technique ont opposé la leur, le jour de la grotesque bataille du perchior (président de l'Assemblée nationale).

Des négociations se sont ouvertes entre les syndicats ouvriers de la métallurgie et la puissante union patronale des industries minières et métallurgiques. On y parle des classifications, de la réduction de la durée du travail et de l'avancement de l'âge de la retraite. Les travailleurs pourront vérifier si les patrons acceptent sous la pression de leur lutte de négociateur sérieusement sur les conditions de travail dans la métallurgie en général et chez les ouvriers spécialisés en particulier.

Car les luttes se mènent non seulement chez Renault, mais aussi à Peugeot, à la Sollac, chez Sambron et dans de nombreuses entreprises moins importantes mais où la combativité des travailleurs est aussi élevée.

MC. ■

métallos en lutte

● PEUGEOT A ST-ETIENNE : deux usines de pièces détachées employant un bon millier d'ouvriers ont été occupées le 4 avril dernier. Les grévistes réclament notamment un salaire mensuel garanti de 1.500 F pour 40 heures. Une plainte contre huit délégués a été déposée et l'expulsion des grévistes demandée et accordée par la « justice » samedi soir.

● SOLLAC A THIONVILLE (groupe Wendel-Sidélor) : 2.000 à 2.500 OS (sur 12.000 répartis dans plusieurs usines) réclament un salaire garanti, quel que soit le poste occupé. La direction a accepté d'ouvrir des négociations là-dessus. La grève n'est que suspendue.

● SAVIEM A CAEN : entre cinq cents et un millier d'ouvriers, ceux des chaînes de montage notamment, sont en grève.

● SAMBRON A PONTCHATEAU : les 400 ouvriers de la fabrique de matériel agricole multiplient les débrayages et réclament un salaire garanti... qui ne l'est plus depuis la réduction d'horaire. Patron et policiers multiplient les provocations. Les grévistes sont allés occuper la mairie le 4 avril, pendant quelques heures : le maire n'est autre que l'un des propriétaires de l'usine.

Dans la Loire, les Vosges, le Haut-Rhin, la Moselle, d'autres conflits ont éclaté dans des usines de la métallurgie. ■

les oubliés

Ce sont les 150 ouvriers de l'atelier des sièges 74-55 qui se sont mis en grève le vendredi 23 mars. Ils demandent le passage à la classe 8 « maxi » et au coefficient 162 (P1F) pour ceux qui font le travail le plus dur.

ET LES OS DES BUREAUX :

« Dans presque tous les services comptables, les coefficients varient de 170 à 225 pour un même travail (...) Nous l'avons déjà expliqué, le seul critère de promotion que connaissent nos supérieurs hiérarchiques, c'est la... cote d'amour.

Ce n'est pas une invention germée dans l'esprit mesquin de collègues envieux et aigris. C'est une triste réalité qui profite à une minorité de « lèche-bottes » et qui brime la majorité des employés de la direction financière (...).

Comme les OS du 12, en grève depuis deux semaines, les OS des bureaux réclament :

« A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL ».

(Extrait d'un tract CFDT du 4-4-73).

au fil des jours

21 MARS : La grève démarre au département « 12 » de Billancourt. 373 ouvriers spécialisés des grosses presses réclament le passage de la classe 8 à la classe 9 pour tout le monde et le passage en P 1 de fabrication après un an d'ancienneté. La grève est adoptée après discussion dans les trois équipes. Les 4/5 des OS presse sont des travailleurs immigrés, qui, malgré souvent les difficultés pour se comprendre et s'expliquer entre eux, réalisent dans la clarté des choix, leur unité.

22 MARS : La direction reçoit les délégués des grévistes, accompagnés de délégués syndicaux. Elle est d'accord pour le passage de tous en classe « 9 », mais refuse de discuter du P1F. Devant les grévistes, la CGT, parlant de victoire, encourage à la reprise. La CFDT, très minoritaire chez Renault mais avec une influence qui grandit, s'en remet à la décision des grévistes. Ceux-ci décident de continuer, « pour le P1F », « à travail égal, salaire égal ».

25-27 MARS : Négociation marathon avec la direction. Celle-ci propose une « prime de risque presse », garantie au bout de sept années. Au total, avec la classe 9, on arrive à un salaire équivalent au P1F.

En fin de soirée, au cours de l'assemblée des grévistes, la CGT,

venue en masse, fait le forcing pour obtenir la reprise. La CFDT, après explication, décide à nouveau de s'en remettre à la seule décision des grévistes. FO, depuis plusieurs jours, est partisan de la reprise.

La CGT s'en prend à la CFDT. Il s'ensuit un début de bagarre. Excédés, les grévistes décident de se déterminer seuls, le lendemain matin.

26 MARS : Les ouvriers des presses de Flins et de Sandouville se mettent en grève sur des bases analogues. A Flins, la maîtrise essaiera de faire reprendre le travail.

28 MARS : « On ne veut pas attendre sept ans, car on ne sera plus là », disent-ils. « On veut le P1F tout de suite ». Discussion entre grévistes et délégués syndicaux dans l'après-midi. La CGT, cette fois-ci, s'aligne sur la position des premiers. Cependant, elle propose un vote à bulletin secret, proposition repoussée. La poursuite de la grève est votée à main levée.

26-29 MARS : 7.000 ouvriers de l'île Seguin qui travaillent au montage des voitures sont partiellement puis totalement lockoutés.

30 MARS : Meeting dans l'île et place Nationale. CFDT et CGT, renouvellent leur soutien. Ils ap-

pellent les lockoutés à être présents dans les ateliers pendant les heures de travail pour « élaborer les revendications et exiger la levée du lock-out et le paiement des heures perdues », ajoute la CFDT. Thème central des interventions : la grille unique des salaires, du manoeuvre à l'ingénieur.

3 AVRIL : Nouvelle négociation. La direction propose le remplacement de la prime de risque par une « prime d'attente » pour tous, et la négociation globale sur les conditions de travail si le travail reprend. Les grévistes repoussent ces propositions. Ils n'ont aucune confiance. Pendant le week-end, ils ont dû plusieurs fois repousser les tentatives d'une partie de la maîtrise qui voulait remettre les presses en route. Cela les a rendus méfiants et plus unis que jamais.

4 AVRIL : Meeting, place Nationale. Les syndicats appellent à une mobilisation générale de toute l'usine. La discussion sur le P1F permet entre OS et OP de faire le point sur cette « qualification bâtarde, même pas garantie ». Mais le P1F est devenu dans la lutte un symbole :

— A travail égal, salaire égal, c'est-à-dire « non » aux « lèche-bottes » qui, pour quelques dizaines de francs, fixent les cadences.

— Non aux cadences. Non au

travail idiot, abrutissant et qui, lentement, détruit l'ouvrier.

5 AVRIL : La solidarité financière s'organise, à partir d'une initiative CGT-CFDT.

6 AVRIL : Deux heures de débrayage à Billancourt, suivies d'un meeting. Les syndicats réaffirment leur soutien. Il est fait état de « rumeurs » selon lesquelles la direction serait prête à intégrer la prime d'attente au salaire. Ainsi serait remise en cause la grille des salaires par la direction elle-même, et sans préalable de cessation de la grève.

Par ailleurs, un comité de soutien est mis en place par la Ligue communiste et un groupe de militants ex-PSU. M^r Henri Leclerc en est le trésorier.

22 MARS - 3 AVRIL : Des milliers de jeunes lycéens sont venus à Billancourt manifester leur solidarité. Les 200.000 lycéens et étudiants qui ont manifesté le 2 avril à Paris, ainsi que les vingt mille lycéens du technique (CET) rassemblés le lendemain 3 avril, se sont déclarés solidaires des OS de Billancourt, de Flins et de Sandouville. ■

Soutien aux grévistes de Renault, Crédit Lyonnais, agence BL, n° 98.114 D. Libeller les chèques aux noms de Carpentier Gérard (CFDT) et Hérisson Emile (CGT).

• textile :

la guerre d'usure



LUNDI 2 AVRIL, on était un peu triste à Thaon, dans les Vosges. Les quarante-six ouvrières spécialisées de l'usine locale de la Manufacture de Blainville (groupe Boussac) reprenaient le travail après 4 semaines de grève, sans avoir obtenu la « mort » du salaire lié au rendement.

Un compromis tout à fait provisoire a fait hésiter une partie des grévistes. Pendant les deux mois et demi qui viennent, les ouvrières auront un salaire garanti sur la base de ceux de janvier et février, en fabriquant des vêtements de travail.

Durant cette période, le patron va « étudier » les moyens de mettre fin au système du salaire lié au rendement. « L'étude » portera sur l'ensemble de la manufacture, soit deux mille travailleurs et une dizaine d'usines dans l'Est. Tous les 15 jours, les ouvrières pourront, dit la direction, contrôler les travaux. En mai, le point sera fait au cours d'une réunion du comité central d'entreprise.

Bien qu'elles aient refusé le texte, la reprise du travail a été cependant décidée. Dans l'immédiat, elles obtiennent le salaire minimum de 5,37 F de l'heure, dont 3,07 F seulement sont garantis, contre 5,02 F précédemment et 2,72 F de salaire garanti.

En fait, le patron a habilement déamorcé la grève en plaçant sa solution au niveau du groupe. Or, les

autres usines n'ont pas débrayé : manque de coordination, de soutien, d'informations, etc. Les ouvrières ont préféré suspendre le mouvement, décidées à mener plus largement la lutte contre le salaire lié au rendement.

Pourtant, elles étaient venues en délégation d'une quinzaine, à Paris, au siège du groupe textile Boussac, le jeudi 29. Les négociations n'ayant rien donné, elles sont allées occuper, le lendemain matin, le luxueux appartement de M. Boussac à Neuilly-sur-Seine. Mais celui-ci, qui préfère les chevaux de course, n'a pas daigné les recevoir. Après avoir « occupé » symboliquement les escaliers, qu'elles ont évacués sous la pression de la police, elles se sont rendues à nouveau au siège du groupe Boussac où... rien de plus ne leur a été dit. C'est avec un certain découragement qu'elles ont regagné Thaon, n'ayant pas eu, à Paris, tout le soutien et l'aide auxquels elles avaient droit.

Boussac n'a donc pas encore reculé là où ses compères Dalton-Willot l'avaient fait. Les ouvrières sont déci-

dées à ne lui laisser qu'un court répit. Comme chez Willot : à la **Coframaille**, les ouvrières spécialisées ont effectué plusieurs débrayages pour marquer leur mécontentement devant le peu d'empressement que mettait la direction à appliquer les accords en douze points signés à Lille.

Les Willot, qui viennent d'annoncer à Paris l'accélération de la liquidation du **Bon Marché**, ont d'ailleurs des difficultés avec les tisserands d'Halluin (Nord). Deux cents travailleurs (sur cinq cents, environ) syndiqués CFDT sont en grève aux établissements **Gratry-Lorhois** depuis le 21 mars. Ils dénoncent la remise en cause d'un accord portant sur l'attribution d'un **salaire mensuel individuel garanti**.

Il faut dire aussi qu'à 8 km de là se trouvent les établissements **Dalle** où les travailleurs ont mené, il y a quelques mois, une action dure qui s'est poursuivie pendant sept semaines. Dans la région, on a beaucoup discuté et beaucoup agi.

La démocratie de masse, contrôlant les délégués et non sous leur contrôle, prenant collectivement des initiatives nouvelles débouchant sur une remise en cause totale de l'organisation capitaliste du travail, tout cela a favorisé la combativité des travailleurs parmi lesquels les ouvrières spécialisées, les jeunes ont pris une grande responsabilité.

Le patronat du textile, inquiet de la tournure des événements, tente d'arracher aux syndicats une signature pour un accord de branche. Il offre

4 %, plus 0,12 F de l'heure, pour tous le monde, applicables dès le 1^{er} avril. Le minimum ressort ainsi à 5,40 F de l'heure contre 5 F. Mais chacun sait que ce minimum est loin d'être respecté dans les entreprises. Aussi, à la dernière commission paritaire du 30 mars, CFDT et CGT ont refusé de signer. La CGC est « pour ». FO et CFTC adopteront probablement la même position que la CGC. Dès lors, les propositions patronales seront reprises en compte au niveau régional... selon la bonne volonté des patrons.

Par contre, rien n'est proposé sur la question des cadences et du rendement. Les travailleurs du textile n'en sont qu'à moitié surpris, car ils se rendent bien compte que s'attaquer aux cadences et au rendement, c'est mettre en cause tout le système de production et, par conséquent, tous les profiteurs, propriétaires et cadres gestionnaires en tête.

Les actions se poursuivent dans les entreprises (grèves, occupation des usines et des sièges, débrayages, rupture des cadences, refus des chronométrages, limitation de la production, tenues d'assemblées générales, information auprès des autres travailleurs dans les ateliers, les usines, les bureaux, les quartiers et les immeubles, etc.). C'est ainsi qu'à Saint-Dié, à la bonneterie **Lehmann**, six cents salariés ont arrêté le travail le 4 avril. De même, chez **Marchal** (textile), qui occupe sept cents ouvriers.

Michel CAMOUIS. ■

• syndicats : impulser l'action

Mercredi 4 Avril. Les élèves des CET sont dans la rue et donnent au mouvement des jeunes une nouvelle dimension qui lui permet d'être saisi par l'ensemble des travailleurs. « Le CET c'est déjà l'usine ». Le volcan Renault gronde, menace d'exploser... Tout devient possible.

EDMOND Maire, Georges Séguy et leurs amis le savent au moment où ils s'asseoient autour de la même table pour y tenir une rencontre prévue de longue date. Tout devient plus compliqué. Car finalement, on attend beaucoup de cette réunion. Justement parce que tout devient possible.

Dans le but de pousser les travailleurs à l'action, la CGT et la CFDT ont sérieusement préparé la rencontre. Chacune de leur côté. La CFDT a très largement consulté ses fédérations. Elle en conclut que la période est favorable et que les travailleurs mettent surtout en avant des revendications sur les conditions de travail.

La CGT avait demandé à ses syndicats de remettre à jour les cahiers de revendications. On avait donc de bons dossiers... Mais il s'est passé un truc bizarre... L'interrogation de la base, à titre d'information, a provoqué l'action immédiate dans les entreprises. Un exemple : la métallurgie. La CGT et la CFDT organisent une journée d'action le 21 Mars. C'est un échec côté spectaculaire : peu de débrayages, pas de grosses grèves... Et quelques jours plus tard, ça

éclate un peu partout et notamment dans la Loire. Ça bouge aussi dans le Nord, dans la sidérurgie.

Revenons au 4 Avril. Il ne s'agissait plus donc de trouver comment entraîner les travailleurs, mais davantage de ne pas se laisser distancer. Mieux, il s'agit de trouver le moyen de se placer en tête.

Quand la CGT et la CFDT disent ensemble que les conflits actuels « démontrent une progression de la conscience de classe des travailleurs », c'est vrai et c'est important. Cette situation de classe est le moteur de l'action en cours et de tout ce qui va se passer. Elle condamne les syndicats à ne pas diverger sur l'essentiel et si possible sur le détail. Car sinon ils courent le risque de se couper du mouvement et au pire de le faire éclater.

Mais on n'arrive pas jusqu'à un tel accord sans problème. Et si le 4 Avril vous aviez pu être sous la table de la réunion, vous n'auriez pas entendu que des gentillesse. On s'est tout dit « et ça a servi à tout le monde » comme dit E. Maire. Et pas forcément en termes aussi choisis que ceux de G. Séguy à la sortie : « L'analyse que nous avons faite, tient compte de

l'expérience et de l'enrichissement réciproques qui en découlent ».

C'est peut-être à la franchise que nous devons une déclaration finale très positive parce que très ouverte. On s'y garde de tout objectif pouvant être interprété comme une volonté de récupération. Les syndicats ne veulent pas donner de leçons. Ils se contentent de directives pour impulser l'action et l'orienter pour parvenir à un mouvement global :

« La CGT et la CFDT engagent leurs syndicats... à poser avec fermeté les revendications et à prendre des initiatives hardies en vue de les faire aboutir... ».

« La CGT et la CFDT appellent toutes leurs organisations à prendre les moyens dans la plus large unité, d'impulser, de soutenir, de coordonner les luttes et de permettre leur extension au niveau professionnel comme au niveau géographique ».

Mais dans ce cas quel est le rôle des confédérations ? Elles répondent : informer largement sur les conflits engagés ; populariser des revendications communes. (On ne dit pas lesquelles) à plusieurs branches ou régions. On se met donc sur une position d'attente. Sûrement pas pour longtemps car les choses vont aller très vite. CGT et CFDT seront sûrement conduites à se retrouver encore plusieurs fois dans les jours et les semaines qui viennent. Reste à savoir combien de temps elle seront capables de supporter les accélérations du mouvement imposées par les travailleurs en lutte. Reste à savoir également si, et à quel moment, elles se mettront d'accord pour donner une perspective, un débouché efficace à ces mêmes luttes.

Jacques FERLUS ■

• justice :

CITROEN CONDAMNÉ

— 4 mars 1971 : Les chauffeurs de la société des Transports Citroën se mettent en grève. Jean-Paul Combes est élu président du comité de grève. Les grévistes occupent le dépôt et se font insulter par les représentants de la direction et de la maîtrise.

— 11 mars 1971 : Négociations à l'inspection du travail. Citroën s'engage à ne pas donner de sanctions aux grévistes.

— 15 mars 1971 : Les grévistes reçoivent des lettres d'avertissement et de mise à pied.

— 16 mars 1971 : Combes est informé de son licenciement sans préavis.

— 17 mars 1971 : Citroën demande à l'inspecteur du travail l'autorisation de licencier Combes. Refus.

— 31 mars 1971 : Combes va retirer son dû chez Citroën et porte plainte pour licenciement abusif.

— Juillet 71 : Combes trouve enfin du travail et gagne 300 F de moins que chez Citroën.

— 15 septembre 72 : Citroën est condamné à verser 6.349 F à Combes. Appel !

— 17 février 73 : Citroën est condamné à verser 16.587 F à Combes.

Correspondant.



et si on s'occupait aussi des flics ?

La police du sieur Marcellin ressemble de plus en plus à celle que nous avons connue aux alentours des années 60, celle qui secréta les tueurs spécialisés dans les assassinats d'Algériens, celle qui massacra à Charonne à coups de matraques huit manifestants sans défense. La différence avec cette période c'est l'utilisation d'une part, de nouveaux moyens techniques, d'autre part, une tactique perfectionnée de la provocation.

B IEN entendu, quand nous parlons de la « police », nous ne mettons pas tous les policiers dans le même SAC, et nous savons que le syndicat des policiers de Monate a déjà protesté contre les polices spéciales (brigades spéciales) et contre les réseaux de police parallèles, facteurs de provocation.

les moyens techniques pour tuer

Le fusil lance-grenades est le moyen le plus simple : à tir tendu et à moins de vingt mètres, c'est un engin de mort si la percussion se fait sur un organe sensible ; s'il ne tue pas, il peut mutiler atrocement pour la vie. Souvenons-nous de Richard Deshayes!

Dans le cas d'une charge sur des manifestants en groupes compacts, si plusieurs policiers utilisent le lance-grenades, le crime sera impuni car qui prouvera qui a tiré ?

Un autre moyen de tuer, c'est l'utilisation par la police de grenades offensives.

L'éclatement de la charge explosive n'est pas trop dangereux, mais le détonateur et son manche peuvent provoquer la mort : un jeune manifestant est mort en Mai 68. A l'époque, sa mort avait été camouflée en « mort par coups de couteau dans le dos », quelques mois après, on apprenait qu'il s'agissait en réalité d'un éclat de grenade offensive (manche) reçu dans le dos. La mort ou la mutilation sont aussi provoquées par l'utilisation de produits à base de chlore liquide : l'un des manifestants de Strasbourg, Claude Abderrahman (garçon de café et étudiant) a été gravement atteint. Bien entendu, subsistent tous les moyens « classiques », notamment l'acharnement de policiers sur des jeunes (ou moins jeunes) isolés à coups de matraques, à coups de pieds (si le manifestant est à terre, c'est encore plus facile).

L'organisation par les militants révolutionnaires de services d'ordre casqués a incontestablement contribué à protéger les manifestants contre le matraquage classique : nous ne voulons pas mourir comme ceux de Charonne.

Lorsqu'il s'agit de cortèges imposants, comme ceux du 22 mars, du 3 avril, certains corps de policiers, sur des ordres venus d'en haut, recherchent la provocation. La méthode

est simple : les « provocateurs », vulgaires « indics » payés par la préfecture de la main à la main, qui étaient utilisés jusqu'à il y a quelques années, ne sont plus de mise. Il suffit, soit de recruter un corps de policiers jeunes en civil, chargés de se mêler au flot des manifestants, soit d'utiliser, pour cela, de jeunes inspecteurs stagiaires.

Ces flics en civil, d'un nouveau genre, et qui reçoivent sans doute des primes spéciales pour leur « travail », se mêlent aux manifestants et, le moment venu, créent la provocation et... prennent la fuite. A ce moment-là, la police a le prétexte voulu pour charger.

comment les repérer ?

Il suffit de tourner autour des lieux de manifestation et d'observer ce qui

se passe là où les cars de flics et les inspecteurs sont stationnés : on peut y observer facilement le manège, les contacts pris entre les inspecteurs et chefs de la police avec des groupes de jeunes déguisés en « gauchistes ». Photographier ces flics, publier leurs photos, voilà peut-être un moyen de déjouer partiellement ces méthodes.

**

Le vrai problème demeure évidemment celui du désarmement de la police et de la dissolution des corps spécialisés de répression. Si, individuellement, il y a des policiers qui répugnent à certaines tâches, collectivement, le corps de la police, avec ses organismes spécialisés, l'armement spécifique qui est le sien, doit être brisé.

Jean VERGER ■

les violences de Strasbourg

Dans l'après-midi du 3 avril, les étudiants de la faculté de lettres de Strasbourg décidaient en assemblée générale de prendre tout le matériel nécessaire à la poursuite de la grève et de l'occupation de la faculté.

A 19 heures, après l'assemblée générale, une vingtaine d'étudiants cherchent le standard qui se trouve dans les souterrains sous les bâtiments administratifs ; il se trouvait derrière une porte blindée et les étudiants n'ont pu le prendre. Au cours d'une bousculade, la femme du standardiste a été renversée. Les étudiants entendent alors Pélissier, des renseignements généraux, dire : « Il y a des bagarres chez nous ». Ils constatent alors la présence de 4 ou 5 cars de police qui repartent vers 19 h 30.

A l'annonce de la présence des cars de police, quelques étudiants ont entassé des chaises devant la porte d'entrée de la fac de lettres.

Une vingtaine de minutes plus tard, 5 cars de gardes mobiles arrivent, entrent dans la faculté par une porte de service et, sans sommations, prennent les étudiants à revers. Une cinquantaine de personnes qui se trouvent dans la fac

constituent rapidement un service d'ordre de trois rangées, pendant que les occupants sortent un par un par l'unique porte libre. Les gardes mobiles chargent dans l'escalier en molestant tous les étudiants présents ; une fois les étudiants repoussés hors de la faculté, a lieu un échange de pierres et de grenades lacrymogènes. Quelques cars vides reçoivent des pierres. On note l'intervention d'une vingtaine de policiers en civil armés de matraques qui entre autres pourchassent les étudiants isolés. Les étudiants se scindent alors en trois groupes : rue du Maréchal-Juin, rue de Rome, et rue de Palerme.

Rue du Maréchal-Juin : Des affrontements se poursuivent jusque vers 21 h 15.

Ensuite les étudiants décident de faire une information en ville et discutent avec les gens à la sortie des cinémas, ils distribuent un tract rédigé à la hâte sur les événements survenus l'après-midi même.

Rue de Palerme : Une quarantaine d'étudiants sont refoulés vers 20 h 15 à l'intérieur du Cercle Bernanos, l'aulonerie universitaire, où ils sont traqués jusqu'à l'étage des locataires ; l'un d'entre eux se fait matraquer au garage.

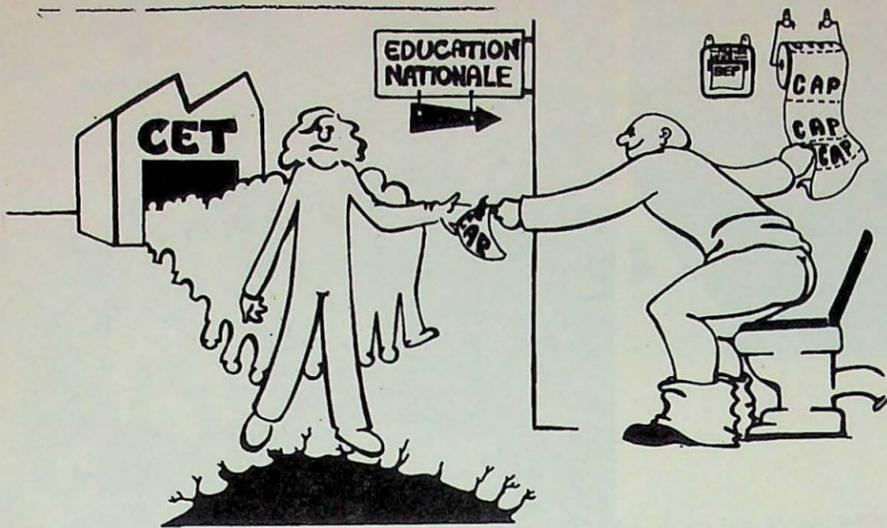
Les gardes mobiles attaquent dans la rue de Palerme et la rue Louvois à coups de pierres et de grenades lacrymogènes, certaines à tir tendu.

Les étudiants ouvrent une vanne d'incendie que la police tente par trois fois de refermer. De nombreux échanges de cailloux ont lieu. Les gardes mobiles chargent alors sur tout le campus en refoulant les étudiants dans les cités et là tirent les premières grenades au chlore. Durant une accalmie, on voit un garde mobile casser les vitres d'une voiture en stationnement. De nouvelles charges ont alors lieu. Les gardes mobiles pénètrent dans la cité Esplanade en cassant les vitres, montent dans les étages et pourchassent les étudiants jusqu'au troisième étage. Les filles de la cité Louvois toute proche, lancent des bouteilles et des projectiles sur les gardes mobiles qui répliquent à coups de pierres dans les fenêtres. Les affrontements se terminent vers 11 h 30.

Rue de Rome : Une première barricade est construite devant le Colisée (immeuble en construction) à l'aide de matériel de chantier. Les forces de l'ordre attaquent à l'aide d'un bulldozer. Une deuxième barricade est érigée par la suite. Les manifestants y mettent le feu lorsqu'elle est attaquée. Vers minuit, alors que les combats se poursuivent, les étudiants sont pris à revers par trois cars de police.

Les CRS chargent alors violemment à l'aide de grenades au chlore. Les combats se terminent vers 2 heures du matin. C'est au cours de ces combats que des manifestants seront gravement blessés. Des balles à blanc seront tirées par les CRS.

Dépêche APL du 5 avril ■



Mercredi 4 avril, 15.000 élèves des CET auxquels s'étaient joints de nombreux enseignants et parents d'élèves défilaient de 15 à 17 heures de la République à la place des Fêtes en scandant : « Les OS de l'enseignement en ont ras le bol », « Le CET, c'est déjà l'usine ». Un prof de CET nous dit pourquoi.

La presse bourgeoise en a peu parlé ou alors parut s'en gausser : « Ils font la grève pour leurs futurs patrons. » D'ailleurs, chacun sait que les élèves des CET n'ont pas besoin de sursis puisque leur scolarité se termine, à de rares exceptions près, à 17-18 ans. Exceptions qui donnent bonne conscience aux classes possédantes en faisant croire qu'un élève de CET peut « quand même » s'en sortir en rejoignant le lycée.

Il faut donc expliquer cette volonté de se démarquer dans la révolte scolaire actuelle de leurs camarades du cycle noble (pardon... cycle long), tout en se proclamant solidaires d'eux sur la question des sursis.

Les CET ont en effet des revendications bien spécifiques car, les conditions de leur scolarité sont très différentes de celles des lycées. Cela s'est bien vu lors de la réunion de la coordination CET qui a défini des revendications que les coordinations lycéennes n'ont pas pu ou voulu reprendre à leur compte.

Les différents ministres de l'Éducation « nationale » (sic) promettent régulièrement une revalorisation de l'enseignement « technologique » (oui, c'est comme cela qu'il faut dire, cela sonne sans doute mieux). Les élèves des CET et leurs enseignants solidaires en ont assez de la dévalorisation, elle aussi régulière de ce type d'en-

les O.S. de l'

seignement, et descendent dans la rue pour clamer leurs revendications.

la " tête au carré "

Les CET réclament déjà la liberté d'expression : droit de réunion, d'affichage, etc. Dans le reflux de Mai 68, le pouvoir s'est montré encore plus répressif dans le technique : il fallait absolument reprendre en main cette partie de l'école débouchant directement sur le marché du travail et lui redonner le « goût du travail ». Les élèves des CET pourraient presque passer directement de leur collège à l'usine : ils ont déjà la « tête au carré » et les réflexes d'obéissance suffisants pour que l'on puisse les dispenser de leur service militaire !

Les élèves des CET demandent une diminution de leur horaire : ils font quarante heures au lieu d'une moyenne de vingt-cinq dans les lycées. Leurs programmes sont inadaptés, parfois jusqu'à l'absurde en enseignement général. Un exemple : les « industriels » subissent, une fois par semaine, des cours de géographie sur les grands produits dans le monde ; on leur impose des mathématiques modernes inutiles.

Le droit de redoubler une classe leur est interdit alors qu'ils n'ont qu'une session d'examen. S'ils comp-

tent alors parmi les 47 % qui ratent leur certificat d'aptitude professionnelle, cela signifie qu'après leurs huit heures d'usine, ils devront aller aux cours du soir pour le repasser.

Le plus grave peut-être est que le sort lui-même des CET est en danger. Le Plan prévoit qu'en 1976 les classes de CAP auront disparu : que deviendront alors les élèves ? Tout simplement, l'Etat leur offrira quelques heures de cours d'enseignement général par semaine et ils travailleront le reste du temps chez un patron qui (moyennant une faible partie du SMIC) sera censé leur apprendre leur métier. Il ne restera plus dans les CET que les BEP (brevet d'études professionnelles) issus du premier cycle long et qui, selon le projet de loi Capelle-Missoffe-Sudreau, « doivent avoir une certaine polyvalence et adaptabilité face à des fonctions caractérisées couvrant un groupe de métiers à un niveau d'emploi donné : ici celui d'ouvrier qualifié ».

Alors les patrons, hors des CET ! Ces patrons qui siègent aux conseils d'administration, ces patrons qui collaborent à l'élaboration des sujets d'examens et à leur correction. Ces patrons qui, par le biais des lois de juillet 1971, utilisent le matériel des CET et commencent à privatiser l'enseignement technique. Ainsi, les professeurs du CET de Brétigny ont été chassés de leurs salles de classe par les « professeurs » du patronat.

• télé : un débat chaud, chaud, chaud

Parce que des centaines de milliers de lycéens descendent dans la rue pour manifester leur opposition à la Loi Debré et sur la nature même de l'armée, la télévision a organisé, en hâte, sur la 1^{re} chaîne et à la meilleure heure d'écoute, au lendemain de la journée triomphale du 2 avril, un débat chaud.

Fontanet a essayé une fois encore de « mieux » comprendre ce que veulent les jeunes. Il fallait descendre dans la rue les 22, 28 mars et 2 avril, vous auriez entendu et lu les slogans, monsieur le ministre, c'était très clair !

Comme toujours dans de tels débats, il y a la brosse à reluire du pouvoir, en l'occurrence, ici, Mlle Marton qui représentait l'UNI. Elle faisait l'apologie pétainiste « travail, famille, patrie » et défendait l'éducation répressive.

Mais à trop vouloir briller, elle a glissé et Fontanet n'a pu maîtriser son mécontentement. « Pour cette question de la sélection, je ne suis pas du tout d'accord avec Mlle Marton. » Mlle Marton eut rarement la parole après cette semonce.

Question sur les manifestations contre les sursis : Michel Field a, d'emblée, montré la solidarité des lycéens et étudiants avec les élèves des CET, ces « OS » de l'Éducation nationale, qui mènent une « lutte exemplaire », ainsi qu'avec les jeunes travailleurs.

« Manipulés » — ce terme est souvent revenu dans la bouche du ministre et celles de Mlle Marton, Michel Hannon (AMRU) et M. Armand.

« Manipulés », les jeunes le sont tout au long de leur service militaire. Le général Vannuxhem l'a dit : plus on les prendra jeunes, mieux on les façonnera dans un sens utile — pour le pouvoir et le patronat.

On a parlé du DEUG, diplôme au service du capital, et Michel Field ramène le débat aux luttes idéologiques :

« Au-delà des sursis, c'est le principe même du service militaire qui est en cause... de l'utilisation par le pouvoir des appelés comme briseurs de grèves (aiguilleurs du ciel, éboueurs), du rôle de l'armée, de l'enseignement, des métiers futurs... des formes d'actions à mener par les lycéens... de la sélection... Le ministre, alors, foudroie son adversaire et se tournant vers les téléspectateurs, indigné, il lance : « Vous l'avez entendu, jugez vous-mêmes ! »

Crise de la jeunesse ? c'est celle de la société dit M^r Cornec, et Michel Field d'exploser : « C'est la crise de votre civilisation, des valeurs de ce que vous représentez... respect des textes, de la discipline, pseudo-virilité, corvées de chiottes, manque de libertés politiques et syndicales à l'armée. Toutes ces questions que se posent les jeunes, vous ne les comprenez pas, comme d'habitude ! »

La petite note morale de l'émission : Armand et Cornec : « Arrêtez les défilés, les manifestations, pensez à travailler les enfants, on vous soutient », dit M^r Cornec qui, cependant, trouve trop faibles les promesses de M. Fontanet et demande aux lycéens d'être vigilants jusqu'à ce que le ministre de l'Éducation nationale propose au Parlement le débat sur les sursis.

Quant à M. Galley qui a si bien réussi au ministère des Transports et à celui des P et T, il va faire des miracles à celui des Armées : il s'est déjà entraîné pendant la grève des aiguilleurs du ciel !

Françoise CLAIRE. ■

travailleurs, lycéens, C. UNISSONS NOS

Le mouvement des lycéens et des étudiants s'est développé à partir de deux points précis : les sursis militaires et les D.E.U.G. L'élargissement du mouvement aux élèves des C.E.T. sur le thème : « Le C.E.T., c'est déjà l'usine » révèle bien la nature d'une crise qui atteint les rapports au sein de l'école et ceux entre l'école et la vie. Ce mouvement par son ampleur et son caractère unitaire remet en cause les structures même de l'école dans le système capitaliste, son rôle social et celui de l'armée.

La multiplication des luttes sur les conditions de travail et les classifications illustrées par le conflit des O.S. de Renault montre la détermination des travailleurs à refuser les divisions entretenues par le patronat et la volonté de s'attaquer à l'organisation capitaliste du travail et de la société.

L'existence de ces luttes au même moment n'est pas un hasard. Elles remettent en effet en cause toute l'organisation de l'armée, du travail, de la formation et du savoir.

Il est clair que l'école et l'armée ont notamment pour rôle, dans la société capitaliste, de préparer chacun d'entre nous à être un individu passif au service du patron et de la rentabilité de son entreprise.

Plus que jamais pour créer les conditions de changements profonds, la coordination du combat de tous ceux qui subissent l'exploitation est nécessaire en préservant la spécificité des revendications autour de trois grands axes de lutte :

1. — Lutte pour l'obtention de véritables libertés d'expression et de choix.
2. — Lutte contre toutes les formes de sélection et de discrimination sociale et pour une véritable formation.
3. — Lutte pour une remise en cause fondamentale des conditions de travail et de vie.

Les organisations signataires des deux appels de soutien au mouvement de lutte contre la loi Debré ont décidé d'aller plus loin encore dans leur travail commun. Dans un tract commun distribué pour la première fois lors de la manifestation du 9 avril à Paris, elles ont élaboré les axes d'une plate-forme d'action commune qui propose des objec-

ENTREPRISE

Condition de travail	Cadences/horaires/pointage/insécurité/rendement/climat.
----------------------	---

Statut unique Hiérarchie	Classification / cloisonnement des catégories / multiplication des statuts pour diviser le travail Organisation hiérarchique consolidant la domination patronale.
--------------------------	---

Emploi/Qualification	Insécurité de l'emploi/volant de chômage pour assurer les bas salaires et la déqualification, inégalité des tâches / discrimination par le sexe/la nationalité, l'âge et selon les régions.
----------------------	---

Droit syndical	Remise en question et atteintes portées aux droits acquis répression contre les militants synd.
----------------	---

Organisation et finalité du travail	Parcellisation de tâches / travail en production conçue pour et en fonction du profit.
-------------------------------------	--

Enseignement

Les élèves demandent que leur avenir soit assuré : dans certaines sections, on continue à former des travailleurs pour des métiers qui sont en voie de disparition. Il en est ainsi pour la couture. Mais cela ne gêne pas le patronat car les filles formées à la minutie de la couture feront d'excellentes OS dans l'électronique ! D'autre part, les BEP ne sont pas reconnus par les conventions collectives, ce qui permet de payer leurs titulaires au taux des CAP.

D'après le gouvernement lui-même, 50 % des établissements techniques sont vétustes, sans doute faudra-t-il un nouveau CES brûlé pour que l'on s'émeuve quelques semaines de ce défi permanent à la sécurité.

des coopérants militaires dans... les Yvelines

Revalorisation de l'enseignement technologique ? Cela ne va guère mieux pour les enseignants. C'est chez eux que l'on trouve (et de très loin) le plus de maîtres auxiliaires. Dans le cadre de la revalorisation, le ministère a relevé le niveau des concours de recrutement. Cela est tout à fait normal en théorie, mais inutile car bien qu'il ne faille, en lettres ou en sciences, que le DUEL ou le DUES, la presque totalité des candidats se pré-

sente avec une licence sinon une maîtrise, car le plein est maintenant fait dans les lycées. Revalorisation du concours, certes, mais les traitements ne suivent pas. Résultat, le manque de professeurs se fait cruellement sentir dans certains métiers, et devant les protestations des élèves, le ministère a nommé dans plusieurs CET des militaires du contingent payés comme des titulaires, n'ayant pas les qualités pédagogiques, et surtout pratiques, requises, et n'étant nullement obligés de rester dans le collège une fois leur temps militaire écoulé. Si on vous dit que la France est un pays en voie de développement, n'en croyez surtout rien...

Les élèves des CET veulent donc montrer la force qu'ils représentent. On avait tout fait pour les persuader qu'ils n'étaient rien, que leur seul droit était de se taire (après tout, n'ont-ils pas la « chance » d'apprendre un métier au lieu de végéter dans une classe pratique ou une classe de transition ?) Mais les élèves des CET veulent sortir de leur ghetto. Ils veulent voir cesser le mépris généralisé qui existe à leur endroit. Ils affirment leur volonté d'être enfin respectés. Ils montrent aux travailleurs que la lutte contre le pouvoir capitaliste et son pire aspect (la chaîne) passe par la lutte pour faire sauter le premier stade de leur embrigadement qui n'est pas, pour eux, la caserne, mais le CET.

• déjà, ci, le patronat...

Le mouvement des CET par rapport à celui des lycéens a ses caractéristiques propres. Quelles sont leurs revendications ? Nous avons été dans quelques CET leur poser quelques questions.

« TS ». — Sur quels mots d'ordre avez-vous appelé à la grève et manifesté ?

— Tout d'abord nous avons repris les mots d'ordre des lycéens, mais très vite nous y avons intégré nos propres revendications. Il s'agit surtout de la liberté d'expression à l'intérieur du collège.

Même après 68, nous n'avons pas encore obtenu de foyer. Un foyer, qui est à la base de tout le mouvement lycéen, signifie une présence politique. Cela nous est strictement interdit. Résultat : nous n'avons aucun moyen d'information, le plus petit panneau d'affichage est proscrit. Toute

mobilisation est rendue ainsi impossible.

Dans notre CET, il y a pire encore. Nous fabriquons des pièces de matériel optique sur nos machines. Plus de 20 heures par semaine. Et notre travail est exploité à l'extérieur du collège par l'administration. Il suffit qu'un client veuille acheter des pièces pour qu'on les lui vende à des prix hors compétition... Bon, d'accord, mais l'argent, on n'en a jamais vu la couleur ! Et encore, si nous demandons quoi que ce soit, nous nous heurtons à un refus systématique. Motif : « Pas de fric, peut rien faire ! »

Et ce n'est pas tout, la ségrégation sociale existe dans les CET. Déjà ici, le patronat impose sa hiérarchie de classe. Il y a une division très nette entre les futurs techniciens supérieurs et les OS en herbe (blouse bleue ou blanche).

Dans notre CET, celui de Bourceuil, être étranger, et plus particulièrement Nord-Africain, ou « de couleur », est un motif de renvoi à la première absence jugée sans excuse.

« TS ». — Avez-vous l'appui des professeurs et des parents d'élèves ?

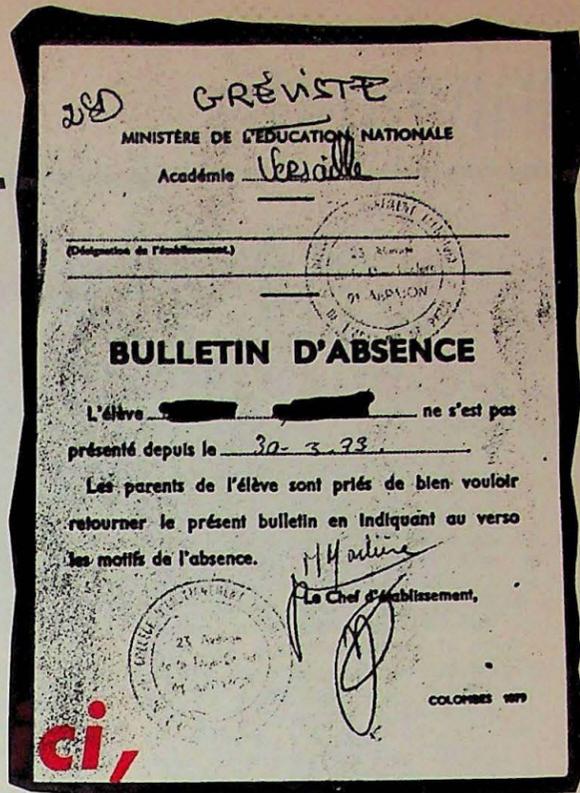
— Certains militent à nos côtés. A la manif de mercredi, j'ai vu des syndicats de profs. Pas mal de profs défilaient à nos côtés. Par contre, la fédé Armand et certaines fédés autonomes sont vachement réactionnaires. Elles ont même été faire pression auprès des parents par téléphone pour que les élèves retournent rapidement en cours.

Moi, je voudrais ajouter quelque chose à propos des mots d'ordre. On a oublié de dire que nous exigeons le droit de redoubler. Nous sommes parachutés dans certains CET vide-ordures parce que nous ne sommes pas « aptes » à suivre les cours des lycées, et c'est soi-disant pour nous offrir une « nouvelle chance » que l'on nous y expédie. Mais en réalité, c'est un moyen de se débarrasser de nous, en nous refusant le droit de redoubler. Nous sommes condamnés à entrer dans la vie active sans qualification.

De toute façon, la majorité de nos diplômés ne sont pas reconnus dans les entreprises. Nos BEP, par exemple.

En un mot, tout se résume dans notre mot d'ordre « A bas les CET casernes ». Il faut rompre le cycle CET-caserne-usine. C'est là l'objet de notre lutte.

Nous voudrions que l'on comprenne que si nous faisons grève et si nous manifestons, ce n'est pas pour le plaisir de nous agiter, mais parce que nos problèmes sont réels. Notre désir est de voir le technique cesser d'être le parent pauvre de l'enseignement. Et nous appelons aussi tous les travailleurs, qui sont bien souvent nos parents, et leurs camarades que nous retrouverons bientôt à l'atelier, au bureau ou au chantier, à soutenir notre lutte.



T., étudiants LUTTES !

tifs de lutte aux travailleurs, lycéens et étudiants. Nous reproduisons ici intégralement le texte de ce tract signé par les 13 organisations suivantes : C.F.D.T. — S.G.E.N. — P.S.U. — M.J.S. — E.S. — C.E.R.E.S. — Objectif Socialiste — J.E.C. — M.R.J.C. — M.A.R.C. — Vie Nouvelle — Témoignage Chrétien.

ARMÉE	ECOLE
veil au clairon / pection d. cham- es / manœuvres tiles voire dange- ses / corvées/bri- des.	Cours / horaires et soumission à une discipline imposée/ punitions / classes surchargées / climat de compétition.
dre / soumission / éissance... Com- ntaire inutile !	Apprentissage de la discipline et de la passivité/cloisonne- ment entre les en- seignements/dévalo- risation de l'ensei- gnement tech. / sé- lection.
tilisation totale d. mpétences et dé- ilification pour soldats du con- gent.	Discrimination par la spécialisation pré- maturée/absence de formation générale/ soumission de l'en- seignement aux exi- gences du profit/ absence de débou- chés à la sortie de l'école.
absence complète liberté d'informa- n et d'expres- n. Utilisation de armée contre le it de grève oueurs).	Absence de liber- té d'expression de droits syndicaux et politiques pour les lycéens et les élé- ves des C.E.T.
omation d'un type ommes soumis.	Formation de l'es- prit individualiste et compétitif/prépara- tion de la future main-d'œuvre des patrons.

• sois con et tais-toi...

[Didier habite une commune ouvrière de banlieue. Il vient de trouver un emploi de bureau après trois ans passés à l'armée. Trois ans ! Voici ce qu'il a à en dire :]

Didier. — Dès le premier jour, on t'apprend à obéir. La première chose qu'on t'enseigne, c'est à reconnaître les galons. Quand les appelés arrivent à la caserne, même le dimanche, on retient des engagés ou des sous-officiers pour leur apprendre à distinguer un capitaine d'un sergent-chef et un colon d'un commandant à compter les ficelles, quoi...

Toujours, il faut obéir. Tu peux rencontrer un officier quarante fois dans la journée, quarante fois il faudra le saluer : « Mes respects, mon colonel », « Bonjour, mon ami... ». C'est vraiment une entreprise d'abrutissement : je me souviens d'un officier qui passait son temps à salir les couloirs nettoyés par un mec pour les lui faire refaire...

T.S. — Les brimades étaient vraiment nombreuses ?

Didier. — Oui, mais à la tête du client. C'est vraiment l'arbitraire qui règne ; un mec peut avoir fait quelque chose de très grave par rapport au règlement militaire et n'écoper que de deux ou trois jours. Au contraire, celui qui aura fait une brouille de rien du tout peut se ramasser deux semaines si c'est la tête de Turc d'un officier.

L'armée, ça commence par des brimades : chez le coiffeur — le coiffeur, c'est le symbole de toutes les brimades —. Et ce qui montre bien la connerie du système, c'est que les sous-officiers ou les officiers, qui sont obligés d'avoir la coupe « rasibus » parce qu'ils l'imposent à leurs hommes, ils mettent des perruques pour aller dans les boîtes de nuit...



T.S. — Et l'armée, ça permet vraiment des contacts ?

Didier. — Oui et non. Oui parce qu'indiscutablement, ça permet de sortir de son trou, de son milieu, de rencontrer d'autres mecs, de discuter quand même un peu. Non parce que moi, j'ai passé la plupart de mon temps en Allemagne, et on a pratiquement pas eu de contacts avec les gens. Les militaires sont mal vus, il y a l'obstacle de la langue et rien n'est fait pour aider les rencontres. Une journée à l'armée, c'est la connerie organisée : debout à cinq heures du matin, toute la journée à obéir à des ordres dont on ne comprend pas la signification surtout quand il y a des manœuvres...

T.S. — ...Si je comprends bien, même sur le plan « défense », l'armée ne permet pas au trouffion d'apprendre ce qu'il a à faire... ?

Didier. — Ça sûrement pas ; ce qu'il a à faire, c'est à obéir. La logique de l'armée, c'est : « Sois con et tais-toi. » Et c'est tout ça qu'il faut foutre en l'air...

T.S. — C'est ton dernier mot ?
Didier. — Oui. Pour l'instant... ■



● "violation" du domicile de Fontanet : 29 inculpés

Vendredi 6 avril, à 9 h. 30, le Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (C.N.E.S.E.R.) siègeait au Ministère de l'Éducation Nationale, avec notamment à son ordre du jour les demandes d'un certain nombre d'Universités d'être habilitées à délivrer les D.E.U.G.; car si les manifestations contre ce projet se succèdent depuis près d'un mois, Fontanet persiste dans ses intentions et le Directeur des Enseignements Supérieurs au Ministère, M. Le Bris, a fait état de la volonté ministérielle de le faire appliquer « à tout prix ».

Vingt-huit enseignants et chercheurs, mandatés par un comité de coordination représentant 11 des 13 Universités parisiennes se sont rendus ce même jour au Ministère en délégation, afin d'y porter, au nom de leurs collègues, une motion demandant au C.N.E.S.E.R. de refuser d'envisager l'application des arrêtés concernant le D.E.U.G. Ils n'avaient, disent-ils, ni l'intention d'empêcher la tenue de la

réunion, ni d'occuper les lieux, mais simplement de faire connaître leur position — comme n'importe quelle délégation, en somme.

Ils pénètrent fort pacifiquement dans les locaux de la rue de Grenelle, gagnant la salle indiquée par les huisseries, et comme la réunion n'était pas commencée, tentent de lire leur motion. C'en était trop pour certains universitaires d'extrême-droite représentant l'U.N.I. (Union Nationale Interuniversitaire) comme Deloffre et Rougeaud; ils injurient les délégués: « En Sibérie! A Dachau! Les nazis ont commencé comme ça! » et ayant appelé la police de concert avec le représentant de l'Administration, désignent un à un leurs collègues qui seront embarqués et gardés à vue pendant plusieurs heures avant d'être inculpés de « violation de domicile » (à qui donc appartient le Ministère?) au titre de la loi anticasseurs.

Cet incident ne mériterait pas tant d'attention s'il ne s'inscrivait dans tout

un contexte de remise en ordre: déjà les lycéens ont été exclus pour faits de grève ces jours derniers, un professeur d'histoire de La Rochelle, suspendu provisoirement pour avoir refusé de faire cours quand son lycée était encore en grève. Fontanet déclarait au dernier Conseil des Ministres: « Le moment est venu de mettre un terme à la politisation dans les lycées et les universités »; on ne saurait dire plus clairement que la répression dont enseignants, lycéens et étudiants sont menacés est d'abord politique. C'est le règne du délit d'opinion. Ce qui va de pair avec le projet du D.E.U.G. qui veut remettre en cause l'Université actuelle pour la remplacer par un système éducatif plus sélectivement adapté aux besoins du patron (cf TS, no 574).

M. Fontanet qui, il y a quelques jours, déclarait ne pas comprendre ce que voulaient les jeunes, semble aussi sourd que Pompidou et Messmer aux exigences des étudiants et des ensei-

gnants. La manière de petite provocation organisée le 6 avril avec l'appui d'enseignants ultra-réactionnaires montre bien qu'ils ont choisi la voie de la remise en ordre. Sans attendre que « pour remettre les lycéens au travail », le ramassage scolaire soit organisé en cars de C.R.S., il importe de renforcer la mobilisation organisée en solidarité avec les 28 inculpés.

J.F.M. ■

Un 29^e inculpé est un journaliste photographe de l'A.P.L., qui avait accompagné la délégation pour faire son travail d'informateur. Les bobines ont été saisies par la police et il a été lui aussi inculpé de « violation de domicile »: le collectif de rédaction de « Tribune Socialiste » élève une protestation vigoureuse contre cette inqualifiable atteinte aux libertés les plus élémentaires de l'information et se déclare solidaire du journaliste inculpé.

T. S. ■

DE QUELQUES ENTORSES ORDINAIRES A LA VÉRITÉ...

pour l'information de M. Pfister du "Monde"

M. PFISTER semble prendre ses désirs pour des réalités, lorsqu'il écrit que l'affrontement dans le mouvement actuel des lycéens et étudiants se limite d'une part, au Parti communiste, et d'autre part, aux groupes trotskistes, auxquels d'ailleurs il assimile la Révolution!

Nous voudrions apporter un certain nombre de précisions qui apparaissent nécessaires à la bonne information de M. Pfister.

Tout d'abord l'amalgame entre jeunes du PS et du PSU. Les étudiants et les lycéens comme tout le reste du PSU font partie intégrante du mouvement révolutionnaire, et le montrent en menant les luttes d'aujourd'hui dans une perspective révolutionnaire et autogestionnaire.

D'autre part, limiter l'intervention du PSU à de simples communiqués c'est avoir une méconnaissance totale des faits. Les étudiants du PSU ont participé activement à la création et au développement du mouvement actuel sur l'université (à ce titre ils sont présents localement dans de très nombreux comités de grève).

Faut-il rappeler que les militants du PSU sont représentés depuis le début

de la grève aux différentes coordinations nationales étudiantes: les universités de Nanterre, Clignancourt, Créteil médecine Pitié-Salpêtrière, St-Maur, Villetaneuse, Panthéon, Censier, Sciences-Po, Beaux Arts et en province les villes de Toulouse, Besançon, Lyon, Orléans, St-Etienne, Limoges. Dans une perspective extrêmement claire de création d'un mouvement étudiant anticapitaliste, autogestionnaire, travaillant sur trois axes de lutte: l'université, l'armée, la liaison avec les travailleurs et leurs organisations.

Faudra-t-il dorénavant que nous nous promenions avec une grande pancarte PSU dans le dos, où que nous céditions à tous les tripatouillages groupusculaires afin d'être représenté au collectif étudiant pour que M. Pfister voit autre chose que de simples communiqués, communiqués qui sont d'ailleurs les relais de notre action militante. En effet, au sein du collectif, seules les pratiques d'organisations telles que la Ligue communiste, qui tiennent à garder le contrôle du mouvement, empêchent que les perspectives proposées par le PSU n'aient la place que leur présence dans les luttes leur attribue.

Secteur étudiant PSU ■

les imbéciles dangereux

TRUYES, dans la nuit du 26 au 27 mars. Des militants du P.S.U. sont interpellés par les flics au cours du collage d'une affiche appelant à un meeting sur l'Armée. Une classique vérification d'identité: pas de quoi faire un fromage.

Où l'affaire devient intéressante, c'est lorsqu'on lit dans un journal local (« l'Union ») du 28 la prose d'un certain J. Bette, un monsieur qui se prend probablement pour un journaliste, sur le thème « Les lycées, c'est reparti... ».

Ce M. Bette, après avoir fait la démonstration brillante de sa totale incapacité à comprendre quoi que ce soit au mouvement lycéen en cours, se livre ensuite, dans le plus pur style fascisant, à un petit numéro de provocation — délation, publiant les noms et adresses des militants interpellés, précisant que deux d'entre eux exercent le métier d'enseignant et incitant de façon déotournée les parents d'élèves à se rendre

« DANS LES COURS D'ÉCOLE RAPPELER LES DEVOIRS DE LA LAÏCITE A CEUX QUI PARAISSENT SINGULIEREMENT LES AVOIR OUBLIES! »

La section F.E.N. de l'Aube a aussitôt réagi à ce poulet minable, soulignant justement « L'AMALGAME VOLONTAIRE ENTRE UNE ACTIVITE POLITIQUE EXTERIEURE, ACTIVITE QUI EST LE DROIT LE PLUS STRICT DE CHACUN, ET L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE DES MILITANTS ».

Elle demande aussi à ses militants de se mobiliser en masse contre de telles pratiques.

La F.E.N. de l'Aube a raison.

Même si M. Bette — comme la pauvreté de son argumentation et de son style le laissent penser — n'est pas parfaitement conscient de ce qu'il écrit. Le problème est qu'il écrit — et qu'il est lu.

Et s'il est des imbéciles heureux, il en est d'autres qui sont dangereux.

Bernard LANGLOIS ■

CALOMNIES ET MENSONGES

Les années passent, mais les habitudes restent dans le mouvement étudiant: calomnies et propagande mensongère sont toujours coutumières. Aujourd'hui, c'est l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (AJS) et les étudiants du PCF qui prétendent que l'UNEF avait défendu en 1969 et 1970 la loi Debré. A travers ces mensonges, c'est le PSU lui-même qui est visé, car, à l'époque, la plupart des dirigeants de l'UNEF en étaient membres.

Il convient donc de rétablir la vérité; comment mieux le faire, sinon en s'appuyant sur la pratique et les textes de l'UNEF de l'époque.

Après Mai 68, l'UNEF a toujours attaché une grande importance à l'intervention contre l'armée de la bourgeoisie.

D'abord, elle engagea une campagne, en février 1969, pour défendre onze camarades dont le sursis avait été re-

tiré à la suite de leur exclusion de l'Université de Paris consécutive à l'occupation du rectorat.

Ensuite, dès janvier 1970, la lutte fut engagée contre le projet de loi Debré. Nous écrivions à l'époque: « La loi Debré réduit le temps d'appel, mais renforce la répression contre les jeunes appelés... S'enfermer dans une problématique de sursis-privilege, c'est s'interdire de résoudre la question » (Livret militaire de l'UNEF de février 1970).

Une plate-forme en quatre points avait été proposée aux comités d'action pour discussion (Étudiant de France de janvier 1970): « Pour une formation militaire de trois à cinq mois, égale pour tous et mixte, à dix-neuf ans; libertés politiques et syndicales à l'armée; SMIG aux soldats; droit de vote à 18 ans ». Cette plate-forme fut largement amendée.

C'est alors la troisième phase de l'intervention de l'UNEF à la rentrée de 1970 (Étudiant de France d'octobre 1970). Citons la plate-forme de luttes:

« C'est pourquoi les étudiants se battent:

— Pour la suppression des privilèges: DROIT AU SURSIS POUR TOUS, jeunes travailleurs et étudiants.

— POUR UN SERVICE MILITAIRE RÉDUIT AU TEMPS DES CLASSES.

— POUR QUE SOIT RECONNU AU SOLDAT LE STATUT DE TRAVAILLEUR: journée de huit heures, indemnité égale au SMIC, libertés démocratiques (droit de réunion, d'information, d'organisation: élection de délégués de chambrée), contre la répression dans l'armée (solidarité avec les emprisonnés). »

L'UNEF proposa une campagne com-

mune à toutes les organisations de jeunesse.

Comme on peut s'en rendre compte, c'est certainement avec la plus grande joie que Debré devait accueillir ces propositions!

On comprend mieux pourquoi l'AJS et quelques autres mènent une violente campagne de calomnies: il serait dommage de dire publiquement que les étudiants du PSU à la tête de l'UNEF avaient défini, voilà trois ans, une plate-forme (combattue par l'AJS et les étudiants du PCF) où l'on retrouve tous les mots d'ordre sur lesquels se battent aujourd'hui des centaines de milliers de lycéens, d'étudiants et de jeunes travailleurs.

Pascal DORIVAL, vice-président de l'UNEF en 1969-1970, membre du Bureau national du PSU ■

VIETNAM : et les prisons de Thieu ?

Au Vietnam, les troupes américaines se sont maintenant retirées et il devient de plus en plus clair que, privé de la présence américaine, le régime de Thieu est d'une extrême fragilité et n'assure sa survie qu'en essayant de maintenir une atmosphère de terreur en violation des accords de Paris.

C'est le sens du voyage qu'il vient de faire à Washington : reçu comme le chef légitime de l'Etat vietnamien (alors qu'aux termes des accords du 27 janvier il y a, au Sud-Vietnam, deux gouvernements), Thieu fait planer la menace d'une reprise des bombardements américains sur le Vietnam, il obtient l'envoi de spécialistes américains (sous prétexte de participation aux réparations du pays) et, surtout, il poursuit dans des conditions épouvantables la détention des prisonniers

politiques (1) à Saigon.

Là encore Thieu reçoit indirectement une aide fantastique de la part des Etats-Unis : lorsque les prisonniers américains sont rentrés dans leur pays, la presse a publié leurs photos : détendus, en pleine forme, retrouvant joyeusement famille et patrie, ils donnaient un effroyable contreplan à ces images venues de Saigon et montrant les quelques prisonniers sortis des « cages à tigres », incapables de se tenir debout, squelettiques, invalides et racontant ce qui se passe en enfer.

Depuis quelques jours, le décor a changé dans la presse américaine : les journaux sont pleins de récits où, sous des titres sanguinolents, les pilotes de B 52 ou les parachutistes de la Division Americal racontent les dif-

ficultés qu'ils auraient eues avec leurs géoliers, les tortures qu'ils auraient subies, les pressions qu'on aurait faites sur eux pour qu'ils dénoncent la guerre.

Dommage ! tout cela aurait peut-être eu un peu plus de crédibilité si on ne nous les avait pas montrés tels qu'ils sont rentrés chez eux : pas très glorieux (comme on les comprend), mais en parfaite santé et en pleine forme.

Et pendant que ces beaux officiers étalent complaisamment leurs souvenirs devant des journalistes larmoyants dans de confortables hôtels améri-

cains, des prisonniers politiques continuent de croupir dans les prisons de Thieu. Plus que jamais, l'important est aujourd'hui d'exiger l'application des accords, c'est-à-dire la libération des prisonniers et la fin de la terreur qui est l'un des derniers recours de Thieu.

B. J. ■

(1) Sur le problème des prisonniers politiques, une brochure remarquable vient d'être publiée chez Maspéro par le FSI. Intitulée : « Saigon : les prisonniers », elle est en vente chez Maspéro, 1, place Paul-Poinlevé, Paris-V au prix de 3 F et peut servir de base à des réunions d'information et à des explications sur ce problème.



CAMBODGE : bombardements de terreur

Au Cambodge, la chute de Lon Nol, au pouvoir depuis le coup d'état de 1970, semble imminente. Saïgon et Washington sont inquiets et prévoient une riposte qui pourrait provoquer selon Thieu, « une seconde guerre d'Indochine ». Rappelons que le prince Norodom Sihanouk a effectué un séjour d'un mois dans les zones libérées du Cambodge. Il est reparti vendredi 6 avril pour le Nord-Vietnam.

Nous citons ici les principaux extraits de la conférence de presse donnée le 5 avril par M. Chau Seng, membre du bureau politique du comité central du FUNK (1), ministre des missions spéciales du GRUNK (2) :

« Depuis bientôt un mois, tous les bombardiers américains « B.52 » et « F.111 » disponibles ont pilonné, jour et nuit, la zone libérée et les régions les plus peuplées du Cambodge, notamment dans les environs de Phnom Penh, provoquant ainsi d'importantes destructions et les pires souffrances à notre peuple. Ces bombardements de terreur ont pour but de sauver provisoirement de la déroute les mercenaires de Lon Nol et d'empêcher la disparition définitive du régime antipopulaire, antinational et antidémocratique de ce dernier... »

« Le conflit cambodgien est le fait, le seul fait de l'agression américaine.

Il est une propre créature de l'administration Nixon, qui a organisé le coup d'Etat du 18 mars 70 et mis en place la clique des traîtres Lon Nol, Sirik Matak et Son Ngoc Thannh à Phnom Penh, avant de faire envahir le territoire cambodgien par ses troupes et celles du régime de Saïgon. »

la répression à Phnom Phen

« Non contents de gouverner dans le cadre de la loi martiale, Lon Nol et ses sbires ont décrété la loi d'urgence et l'état de siège et proclamé l'état de danger. Toutes les libertés ont été supprimées... Plus de 600 arrestations ont été opérées. Des tortures ont été infligées à certains prisonniers politiques. Les hommes de main de Lon Nol (3) ont froidement exécuté de nombreux professeurs et étudiants ayant participé à des grèves récentes... »

« Bravement toutes les difficultés, nos FAPLANK (4) poursuivent leurs offensives généralisées sur tous les fronts et en particulier aux portes de Phnom Penh... La zone libérée formant un seul tenant, représente maintenant 90 % du territoire national avec 5 millions et demi d'habitants. Le pouvoir populaire y a accompli, pendant le court laps de temps de 3 ans, de grandes réalisations non seulement dans le domaine militaire mais dans les autres secteurs économique, culturel et social... »

« Ainsi en ce début de 1973... le peuple cambodgien et ses FAPLANK se trouvent en position d'offensive stratégique, permanente et généralisée... A Phnom Penh la situation est plus critique que jamais. Il y manque de tout : vivres, essence, eau, électricité, etc. L'ennemi se débat réellement dans les spasmes de l'agonie... »

« Le peuple cambodgien tout entier, le FUNK et le GRUNK sont profondément,

totallement partisans de la paix au Cambodge et ailleurs. S'ils continuent la guerre, c'est parce qu'elle leur est imposée par les impérialistes américains agresseurs... Tant que l'agression américaine continue, tant que reste en place à Phnom Penh le régime au service de l'étranger, notre peuple et ses FAPLANK ne renonceront jamais à la lutte sacrée pour le salut national. Et ce, quels qu'en soient les sacrifices, les difficultés et leur durée. »

(1) FUNK : Front d'union nationale du Kampuchea.

(2) GRUNK : Gouvernement révolutionnaire d'union nationale du Kampuchea.

(3) Le général Lon Nol qui est le frère cadet de Lon Nol vient de démissionner du gouvernement.

(4) FAPLANK : Forces de l'armée populaire de libération nationale du Kampuchea.

vie du parti

● La section de Montbrison a le moral, comme le montrent les nouvelles qui suivent.

Ici, dans le Forez, ça ne va pas trop mal : un score honorable pour une première candidature, et vu les circonstances nationales (6,2 %), de nombreuses réunions ont été faites, relativement suivies (environ 25 réunions), de nombreux contacts avec des militants, surtout paysans, ont été créés. La section semble en bonne forme (notre non-désistement pour le candidat radical de gauche, Granger, s'il avait tout d'abord attiré de vives réactions à l'égard de nos militants, surtout à cause des termes et du titre que lui avait donnés le journal régional, semble n'être pas tout à fait aussi mauvais que cela à long terme).

Des réunions-débats sur l'auto-gestion, sur l'avortement et la contraception sont prévues. Nous essayons d'être présents dans les luttes qui se mènent (bougies KLG, luttes des jeunes et des lycéens).

D'autre part, quelques jeunes de la section sont à l'origine d'un « festival » prévu pour ce début de l'été, festival pris en charge et contrôlé par les jeunes eux-mêmes, dans lequel les MJC, les clubs, les jeunes inorganisés et tous ceux qui le veulent bien pourront présenter ce qu'ils font. Ce festival doit redonner un certain élan à des groupes qui connaissent des difficultés, difficultés provenant parfois de tentatives de récupération de la part de notables (C. Granger, candidat radical « programme commun », en est un et le fait que la commune voisine de celle dont il est le maire ait été choisie comme lieu de ce festival n'est pas dû au seul hasard...). Il faut noter que ces notables expliquent très souvent ces tentatives de récupération comme des réactions contre les militants du PSU, contre leurs « magouillages » (???) (Ah ! si tous les gars catalogués comme militants du PSU pouvaient l'être, ça serait la fête...).

Correspondance ■

LA LIBRAIRIE

tribune
PSU socialiste

9, rue Borromée - PARIS 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

VOUS PROPOSE

Liste n° 10 :	
LA BUREAUCRATIE ET LA REVOLUTION (P. Naville)	33,00
LE MARXISME APRES MARX (P. Souyri)	3,50
LE SYNDICALISME (K. Marx et F. Engels), 2 vol. à 7,50	15,00
LES VOIES DE LA REVOLUTION RUSSE (K. Radek)	9,70
CRITIQUE DU CAPITALISME QUOTIDIEN (M. Bosquet)	28,00
LA PROPRIETE CONTRE LES PAYSANS (P. Bouchet et R. Guillaumons)	9,00
« LE MAI » de la C.G.T. (G. Ségué)	20,00

Prix réel 118,20

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - PARIS 15^e

C.C.P. 58.26.65 Paris

Règlement à joindre à la commande

CHEZ LES FASCISTES

• ESPAGNE : l'ordre au bout des fusils

Le 3 avril, à Barcelone, la police ouvrait le feu sur une manifestation de deux mille ouvriers en grève : un mort, de nombreux blessés dont deux au moins grièvement atteints. Voici un résumé des événements qui, hélas, sont courants sous la dictature fasciste de Franco.

DÉPUIS la fin du mois de mars, les 2.000 ouvriers travaillant dans la construction d'une centrale thermique à San Adrian, banlieue nord de Barcelone, pour le compte de l'entreprise d'électricité FECSA (liée au trust March, le Rotschild espagnol), avaient présenté une plateforme revendicative aux directions des trois entreprises de travaux publics qui les employaient.

Ces revendications, approuvées en assemblée par les travailleurs, portaient surtout sur l'exigence d'un salaire minimum de 3.000 pesetas (240 F) par semaine, ainsi que sur la réduction de la semaine de travail à 40 heures. Le cahier présenté aux entreprises prévoyait aussi la garantie du poste fixe après quinze jours de travail, 30 jours de congés payés, salaire réel garanti à 100 % en cas de maladie, droit de grève, de réunion et d'association, et d'autres demandes de moindre importance, parmi lesquelles, celle de ne plus avoir à payer les casques de protection et les vêtements de travail de la poche des travailleurs.

La direction s'est refusée à tout contact, rejetant purement et simplement l'ensemble des revendications. Les ouvriers ont donné alors un ultimatum à la direction, menaçant de se mettre en grève s'il n'y avait pas de réponse le lundi 2 avril à midi. La réponse de l'entreprise fut sans équivoque : le 2 avril au matin, on arrivait au travail, le chantier est fermé. Les

ouvriers débrayent et demandent un entretien avec la direction. Seule une entreprise accepte de négocier et sur l'unique point relatif au paiement des casques de travail, toutes les autres demandes étant irrecevables. Les ouvriers prennent contact alors avec d'autres chantiers, tandis que les syndicats fascistes essaient de contrôler le mouvement sans y parvenir.

Le mardi 3 avril à 7 heures du matin, les portes du chantier sont fermées et des affiches annoncent une mise à pied de 5 jours pour l'ensemble du personnel. Les ouvriers se réunissent et organisent des piquets qui partent vers les autres usines et les quartiers de la zone, en arrêtant des trains de banlieue pour expliquer aux voyageurs leur problème.

C'est alors que d'importantes forces de police, préalablement concentrées chargent violemment les ouvriers. Ceux-ci ripostent à coups de cailloux. Les flics, furieux, ouvrent alors un feu nourri, en tirant dans le tas dans la masse des grévistes : Manuel Fernandez

Marquez, 27 ans, marié, un enfant, est tué sur le coup, atteint d'une balle qui est rentrée par le cou et sortie par la nuque.

Un autre ouvrier, Serafin Villogas, est très grièvement blessé, ainsi qu'un troisième ouvrier, encore non identifié. Les deux blessés graves sont introuvables, la police cachant leur lieu d'hospitalisation pour minimiser la gravité de leur état. Il y a des nombreux blessés légers parmi les grévistes, ainsi que dix policiers, alors que des dizaines de travailleurs sont arrêtés et le reste brutalement dispersé.

la riposte de masse

Dès mardi après-midi, des usines débrayent, des manifestations presque spontanées surgissent un peu partout, aussi bien dans la banlieue industrielle que dans le centre de Barcelone.

Mercredi 4 avril, à l'appel des Commissions Ouvrières, des dizaines de milliers d'ouvriers arrêtent le travail dans les principales usines de Barcelone, la banlieue nord,

le Vallès, le Bas Llobregat, etc. En particulier la grève est largement suivie à la SEAT (la FIAT espagnole), entreprise de 24.000 ouvriers, à la pointe des luttes, et où un assassinat tout à fait semblable s'était produit en octobre 1971.

Mercredi, après-midi et soir, à l'appel des Commissions Ouvrières et des « Comités de Curso » de l'Université, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Barcelone en se heurtant violemment à la police. L'action continue et s'amplifie à chaque moment.

Le Comité français de soutien au mouvement ouvrier et populaire espagnol appelle à soutenir activement la riposte engagée par les masses espagnoles dans des conditions particulièrement difficiles. (Secrétariat du comité c/o Revue « Esprit », 19, rue Jacob, PARIS-6^e).

• D'autre part, dix militants ouvriers, membres de l'« Union Sindical Obrera », organisation syndicale d'obédience socialiste, sont passibles de 12 à 13 ans de prison pour s'être réunis « illégalement ». Ces peines, requises lors de leur procès à Madrid, en janvier 1972, n'ont pas été prononcées. De ce fait, les militants ont été laissés en liberté provisoire, ce qui permet aux autorités de maintenir sur eux et sur leurs camarades un chantage permanent.

• GRECE : les canons de la France

POMPIDOU a raison, et la France n'est plus le pays des parfums, des petites femmes et des fromages : le chef des forces armées grecques, le général Odysseus Anghelis, hôte officiel du gouvernement, n'est pas venu ici uniquement pour goûter les vins.

Quelques naïfs s'étonnent : après avoir été un des seuls pays à refuser de voter la motion du Conseil de l'Europe qui condamnait le régime des colonels, après que Lipkowsky se soit rendu à Athènes en janvier 1972 pour célébrer les liens amicaux entre les deux gouvernements et affirmer qu'ils « partageaient la même conception intransigeante de l'indépendance nationale », voilà que les hommes de Pompidou fout un nouveau pas dans le rapproche-

ment avec un des régimes fascistes d'Europe. A tel point que le général en question est reçu en grande pompe, visite des installations militaires, assiste à des manœuvres, alors que le nouveau gouvernement en France n'est pas encore formé : cela veut dire que les bonnes relations avec la Grèce ne posent pas de problème politique grave : elles vont de soi.

Et c'est parfaitement normal : avant de venir en France, ce brillant général avait refusé des offres (pourtant économiquement plus intéressantes) d'une firme américaine d'aéronautique : la bourgeoisie nationale grecque a sa fierté et trouve parfois la tutelle américaine un peu pesante. Devant ce refus, Washington a incité l'Allemagne de l'Ouest à vendre aux colonels les armes qu'ils

voulaient : ainsi, le marché, et surtout le client, ne sortiraient pas de l'OTAN, et les Etats-Unis continueraient de contrôler la situation par l'Allemagne interposée.

Seulement, il se trouve que la social-démocratie a parfois des cas de conscience : pour conclure le marché, Bonn a exigé que des prisonniers politiques grecs soient libérés, et cela a fait échouer la négociation : un seul prisonnier a été relâché et l'ambassadeur allemand à Athènes déclaré persona non grata.

Vers qui peut se tourner un régime que tout le monde manipule avec des pincettes, à ce point discrédité que des capitalistes refusent de traiter avec lui ? Mais bien entendu, vers la France de Pompidou qui l'accueillera à bras ouverts. Ce n'est sûrement pas le gouvernement français qui va se scier de ce qui se passe dans les prisons grecques. C'est qu'en France le patronat n'a pas les moyens de faire le difficile : confronté à la concurrence internationale, il ne fait pas le poids et risque de disparaître ; sa meilleure chance de survie, c'est de s'assurer

les contrats que les autres ne veulent pas parce qu'il y a des commissions qu'ils n'arrivent pas à avaler.

Aucun dégoût n'est capable de rebuter la bourgeoisie pompidolienne. Les marchands d'avions, de chars, de vedettes rapides ou de missiles savent bien que leurs gros bénéfices sont dus aux bonnes relations que le gouvernement entretient avec les régimes les plus corrompus, les plus sanguinaires, ceux dont même les moins dégoûtés ne veulent pas entendre parler ; et depuis quelques années, le rôle de la diplomatie française est uniquement de conserver des liens privilégiés avec la loi de la société internationale, et c'est la tâche qui attend, au quai d'Orsay, l'homme de confiance de Pompidou, Michel Jobert.

A nous l'Afrique du Sud, le Portugal, l'Espagne, le Brésil et la Grèce. Et vivent les colonels : grâce à eux, les marchands de canons français ont encore de beaux jours devant eux.

B. JAUMONT.

front des luttes

• Montaigu : syndicaliste licencié

Le 22 mars, 40 ouvriers de la Société nouvelle des bois contreplaqués (300 travailleurs) et comprimés débrayent pour une augmentation de la prime de salissure. Notre camarade G. Birault débrayait aussi pour soutenir les ouvriers bien que n'ayant pas droit

à la prime. Licencié sur le champ, il était réintégré 10 minutes après sous la pression des travailleurs qui refusaient de reprendre le travail. Cependant le soir même, on lui signifiait son licenciement.

Après 5 jours de grève, la direction ne revenait toujours pas sur sa décision. Elle s'engageait à discuter dans les 8 jours suivant la reprise sur les conditions de travail, les classifications, les primes.

Une grève longue et dure aurait sûrement échoué. D'autre part, les salaires étaient très bas, peu d'ouvriers auraient pu tenir. Devant l'intransigeance du patron qui aurait mieux aimé fermer l'usine que réintégrer Birault, les ouvriers reprenaient le travail. ■

• Gestetner : « mieux qu'en 68 ! »

Le cahier des revendications déposé en 1968 est resté sous le coude du patron. Les travailleurs l'ont ressorti le 29 mars dernier, après s'être mis en grève.

Tout a commencé lorsque le patron a voulu licencier un délégué du personnel (CGT) chez les représentants de commerce. 35 ans, celui-ci est délégué depuis six ans rue du Louvre, à Paris, où se trouvent les bureaux. Trois autres délégués ont reçu en un mois plusieurs lettres recommandées.

Une assemblée s'est tenue dans les ateliers situés à Vitry, qu'occupent 450 travailleurs environ.

Avec les bureaux (400 personnes) et les annexes de banlieue (une centaine de personnes), c'est près d'un millier de travailleurs, du manœuvre au représentant, qui ont décidé la grève.

Des rassemblements ont été organisés à Paris et à Vitry. Les grévistes, outre la réintégration du délégué, ont donc remis sur la table le cahier de revendications (Celui de 1968, amélioré). Ils exigent en outre que les promesses faites par ailleurs, à cette même époque, soient tenues. Aujourd'hui, « chat échaudé craint l'eau froide » ! ■



• IMP : la tache d'huile

Pour s'opposer à la décision de la direction de l'IMP de Sées (Orne) de licencier cinq éducateurs et de se débarrasser de treize enfants « difficiles », trois éducateurs ont entamé une grève de la faim voici 15 jours.

La direction ne bouge pas, malgré l'action des comités de soutien qui se créent, comme à Tours, Caen, Rouen, Orléans, Le Mans, Blois et Paris où un meeting de solidarité a eu lieu mercredi 4. Une journée d'action des travailleurs sociaux a eu lieu samedi 7 avril à Alençon.

Correspondant.

contre le nouvel apolitisme

Réfléchir sur la nature de son engagement militant : un exercice nécessaire pour qui ne veut pas tomber dans le piège de l'activisme. L'article de Pierre Rosanvallon, qui pose la question des rapports du militant au parti — et de la conception même du parti politique — contribue à cette réflexion. De même que le petit livre de Daniel Mothé, qui s'interroge sur le « métier » de militant. Ils débouchent tous deux sur une même conclusion : une organisation politique ne saurait être une Eglise, ni un militant un prêtre ou un prophète. Tant pis pour les nouveaux clercs, leurs cathédrales ou leurs chapelles...

Le plus grand « parti » de gauche et d'extrême-gauche est celui des anciens militants. Ceci est vrai de toutes les organisations, y compris du Parti communiste ; mais c'est à l'extrême-gauche que les mouvements de flux et reflux ont été les plus importants, principalement depuis Mai 1968. De nombreux individus effectuent de lentes migrations passant d'une organisation à une autre pour, finalement, rejoindre la masse des inorganisés dont on peut tout au plus espérer qu'ils sont « en réserve » de la révolution. On peut parfois mesurer leur importance lors d'importantes manifestations, comme celle organisée après l'assassinat d'Overney, par exemple.

Il est capital de s'interroger politiquement sur ces déperditions « d'énergie militante ». Est-ce par défiance successive vis-à-vis des organisations politiques existantes ou par scepticisme progressif vis-à-vis de l'action politique en général ?

la ligne juste

De nombreux groupuscules ont fait la première analyse, et après avoir défini une ligne politique « juste », espéraient ainsi attirer la masse de militants organisés, chaque groupe étant à la fois persuadé de représenter l'embryon du futur « parti révolutionnaire ». Les faits montrent la naïveté de cette explication.

C'est donc dans la deuxième direction qu'il faut s'orienter : l'action politique en tant que telle n'arrive à mobiliser durablement qu'une petite partie de ceux et celles qu'elle a attirés à un moment ou à un autre. Et ceci est valable pour l'ensemble des organisations de gauche ou d'extrême-gauche, globalement.

On peut tenter d'expliquer ce phénomène par la remise en cause depuis Mai 1968 des conceptions classiques de l'action politique. Ceci se manifeste de deux façons :

— volonté d'éviter l'indifférence de l'avant et de l'après de la révolution. L'action, aujourd'hui, se doit d'être liée au demain. Il ne s'agit pas seulement de se préparer à construire un autre type de société, il faut commencer à la vivre un peu aujourd'hui, même de façon limitée, partielle et temporaire.

— volonté d'élargir le champ de l'action politique ; réaction contre la privatisation de certains domaines (sexualité, par exemple) et la limitation de l'espace sur lequel on agit

politiquement. Volonté unifiante de changer toute la vie qui brouille les cartes de la radicalité révolutionnaire selon les critères traditionnellement admis.

C'est devant cette hachure du temps, cette parcellisation de l'espace opérées par les groupes politiques dans leur action qu'ont réagi de nombreux militants depuis 1968. « Changer la vie », « Ce que nous voulons : tout », « Ici et maintenant » sont alors devenus les slogans d'une subversion nouvelle, fortement critique vis-à-vis des organisations existantes. L'exemple type de cette démarche est le groupe VLR qui s'est sabordé politiquement pour se « radicaliser ».

Cette contestation dans la contestation a souvent eu pour conséquence l'effondrement de la notion de militant ; le militant, soldat d'une fonction, est en crise : il revendique le droit d'être pleinement et concrètement sujet et non plus seulement acteur absent de l'histoire. Il veut prendre « le temps de vivre », souvent lassé par un altruisme desséchant quand il a cessé d'être euphorisant. Ceci entraîne d'ailleurs souvent la croyance que le plaisir de chacun est supposé converger avec le plaisir de toute la société (qui ne peut être autre, bien sûr, que la révolution) ; on reprend le vieux raisonnement de la main invisible d'Adam Smith en remplaçant le profit par le plaisir.

— La critique est, on peut le reconnaître, souvent justifiée (même si elle ne s'applique pas au même degré à toutes les organisations). Cependant, et c'est là un point clef, son objet est-il juste ? En d'autres termes, peut-on critiquer un parti politique en général sur les bases que nous venons d'indiquer ?

En partie oui, sûrement. Mais ce seront alors des affrontements à la fois stratégiques et de conception globale de l'action : cela critique les organisations de type bolchevique uniquement tendues vers le but du « grand soir », et cela remet en cause une dichotomie trop brutale entre les fronts dits « principaux » et les fronts dits « secondaires ».

une recherche confuse

Cependant, globalement et en allant au fond des choses, il ne semble guère possible d'appliquer jusqu'au bout ce type de critique aux organisations politiques.

Car en fait ce qui se recherche confusément derrière cette réaction contre la coupure du temps et des gestes, c'est un type d'unité de la vie, un lieu de sens pratique et un lieu de cohérence théorique à la fois.

Or il faut être clair, ce type de lieu ne peut être un parti politique. Ceci pour deux raisons : une raison théorique — la nature d'un parti — et une raison pratique — la dimension d'un parti.

Le parti politique est une institution exerçant ou cherchant à exercer le pouvoir. Il peut élargir son champ d'action mais il ne peut le faire qu'à partir de sa fonction liée au problème du pouvoir. Oublier cette fonction nécessaire revient en fait à nier la question du pouvoir. Par nature historique un parti ne peut être ainsi un lieu vraiment totalisant.

Le parti politique est un groupe de dimension relativement grande. Le mode actuel de recrutement des partis

ne peut pratiquement pas permettre la cohésion idéologique totale qu'exigerait un lieu d'unification de toute la vie.

Croire qu'un parti peut être cela c'est en fait se condamner à construire une secte dogmatique, choix que dans les faits certaines organisations d'extrême gauche ont fait. Cela amène ainsi à faire de la politique un véritable substitut de la religion. On ne peut d'ailleurs manquer d'être frappé par le comportement religieux de nombreux groupes gauchistes.

Pour que puisse vivre utilement la politique il faut ainsi la remettre à sa juste place, même si c'est après l'avoir critiquée et restituée.

Le rôle d'une organisation politique est capital, mais il est limité nécessairement. Ne pas le reconnaître c'est inévitablement sacrifier la politique ou la dissoudre.

Pierre ROSANVALLON ■

le métier de militant

Voici un livre qui va agacer (1). Ouvrier fraiseur à la régie Renault, Daniel Mothé, militant C.F.D.T., n'en est pas à son premier ouvrage. « T.S. » avait eu l'occasion de dire les qualités du précédent intitulé « Les O.S. » (2).

« Le métier de militant » est donc écrit par un auteur à qui on ne pourra pas reprocher de voler sa qualité d'ouvrier ou de militant socialiste. C'est un détail important car il faut être à l'abri de toute attaque sur ce terrain lorsque l'on vient piétiner avec autant d'impudence les plates-bandes de la religion militante.

Car c'est bien de religion dont il s'agit tout au long de ce livre. D'abord parce que les militants forment un groupe à part dans la société, une sorte de clergé très largement indépendant de son origine sociale. Les comportements militants constituent un phénomène social en soi, irréductibles à la psychologie individuelle et sociale des individus. Ce phénomène militant s'explique si l'on veut bien considérer qu'être militant est un métier qui s'apprend non pas tellement par des connaissances théoriques comme dans la tradition léniniste, mais surtout par des connaissances pratiques, expérimentales. On apprend ainsi le métier de militant comme on apprend toute autre profession concrète.

Comment parler de « militants de base » dans ces conditions ? L'expression est contradictoire en elle-même puisque le militant est précisément celui qui se distingue des autres par ses opinions et surtout par son activité, son métier.

Une fois isolées, les caractéristiques communes à ce nouveau clergé, Daniel Mothé cherche ensuite à distinguer plusieurs catégories de prêtres. Le militant P.C.-C.G.T. est sûr de lui et sûr de la justesse des thèses de son organisation ; ses affirmations sont claires et il répète toujours la même chose ; lorsqu'on lui démontre le contraire, il nie l'évidence. Le militant P.C.-C.G.T. est comme Abraham s'appêtant à tuer son fils unique sur l'ordre de Dieu : « Abraham ne soupçonne pas que Dieu puisse être dans l'erreur ou l'injustice, sa foi est absolue. C'est le prophète de la certitude. »

Au contraire, le militant C.F.D.T.-P.S.U. est peu sûr de lui ; ses thèmes

sont compliqués (l'autogestion notamment) et il n'a pas une grande confiance en ses « chefs » politiques ou syndicaux qu'il ne cesse de critiquer. Le militant C.F.D.T.-P.S.U. est dans la lignée de Moïse, le prophète du doute.

La recherche et la certitude, voilà donc deux attitudes fondamentales opposées qui différencient deux types de militants.

Comment ces militants détiennent-ils un pouvoir par rapport à leurs camarades de travail ? Difficile question à laquelle, de nouveau, quelques analogies religieuses peuvent donner réponse. Le militant est souvent « celui qui sait », qui a réponse à tout et qui, comme le prophète est capable d'expliquer ce qui se passe ou ce qui va se passer, à la lumière d'une logique qui échappe au reste des « croyants ». Le militant est aussi celui qui donne de lui l'image d'un homme qui ne quitte jamais le lieu du combat ; ainsi s'explique la difficulté courante des militants à terminer une action revendicative par un compromis car la cessation du conflit est vécue comme une menace pour l'activité militante : « Pour être heureux, prions, disaient les prêtres ; luttons disent les prophètes actuels ».

En définitive, le danger qui guette le militant est le même que celui qui menace le religieux : croire qu'en recourant à l'incantation, on change de ce fait la réalité.

La nouveauté de l'analyse de Daniel Mothé est là, dans ce nouveau regard porté sur le phénomène militant. Le reste de son livre ne manque pas d'intérêt, notamment lorsqu'il distingue trois fonctions militantes : la fonction de tribun, celle de doctrinaire et celle d'administratif. Mais nous sommes alors dans une partie plus classique de la sociologie.

Que ceux qui ont le courage de mettre leur petit amour propre au vestiaire lisent ce livre car il en est peu qui mettent autant le lecteur face à lui-même. Que les sectaires ne le lisent pas, ils en écumeraient de rage.

Jacques GALLUS

(1) Daniel Mothé : *Le métier de militant*. Seuil. Collection politique. 6 F.
(2) D. Mothé *Les O.S.* Le Cerf. 9 F.
Ces deux livres sont en vente à la librairie de « T.S. »

les dossiers de ... l'avortement

L'avortement, c'est actuellement un sujet vedette. Débat d'intellectuels ? Les derniers « dossiers de l'écran » (le 27 mars) l'ont vraiment porté devant le grand public.

Mme Simone Iff, vice-présidente du Planning Familial, Mme Gisèle Halimi, ont posé le problème — et surtout Joëlle Brunerie qui a touché de nombreuses femmes. Les réactions au lendemain de l'émission (conversations dans les trains de banlieue, nombreuses lettres) le prouvent.

« L'avortement est-il un meurtre » ? a-t-on demandé d'emblée à Joëlle Brunerie. Stupeur et réaction indignée car pour elle, ce n'est pas le problème principal. Poser une telle question revenait à bloquer et conditionner le débat qui risquait de tourner en conversation de salon philosophico-médicale.

travail, famille, patrie

Face à celles qui voulaient aborder le vrai problème, trois autres femmes qui défendaient l'ordre moral : travail, famille, patrie, c'est ainsi que l'on peut définir la ligne directrice du Dr Jacqueline Roussel Le Guen, de Mme Claude Aubin Linas (Humane Vitae) et de Mme Francine Cellier (enfant abandonnée, recueillie par un riche avocat, mariée à un polytechnicien (belle réussite sociale !) dont l'attitude frisait l'inconscience car d'une part, tous les enfants abandonnés sont loin d'avoir la même chance au départ, et d'autre part le traumatisme psychique de la mère qui abandonne son

enfant est souvent une catastrophe.

Mais la plus grande surprise de l'émission fut la présence du Dr Lagroua Weill Hallé (à qui l'on reconnaît le travail réalisé en France au sein du Planning Familial qu'elle a d'ailleurs quitté) qui fut imposée en dernière heure à l'émission par le ministère de la Santé publique, pour noyer le débat et tenter de prouver que les pouvoirs publics avaient mis en place des structures. Tout au long du dé-

bat, elle affichait une attitude absente et détachée, ayant dès le début déclaré qu'elle ne voulait être ni d'un camp ni de l'autre.

une contraception de luxe

Le Dr Weill Hallé, tout comme sa consœur, le Dr Roussel Le Guen, professent une contraception de luxe. Chez le Dr Weill Hallé le tarif de la consultation atteint 200 F. C'est une clientèle pour qui les questions d'argent et la condition sociale ne posent pas de problème. S'il y a un

ennui, ce n'est pas dramatique (un voyage à Londres ou Genève, quoi de plus facile). Ces femmes ont les moyens d'être mieux informées, d'avoir plus facilement accès aux moyens contraceptifs, car l'argent le leur permet, alors que pour une femme d'un milieu modeste « si on n'a pas 6 F pour acheter sa boîte de pilules, c'est foutu ». Il y a de nombreux endroits encore où les femmes ne savent où s'adresser pour une contraception (cf. encadré).

Pour Joëlle Brunerie, ce qui était important à transmettre dans cette émission, c'étaient les notions très précises sur la contraception. La télévision peut faire en effet beaucoup dans le domaine de l'informa-

tion, c'est le moins qu'on puisse dire.

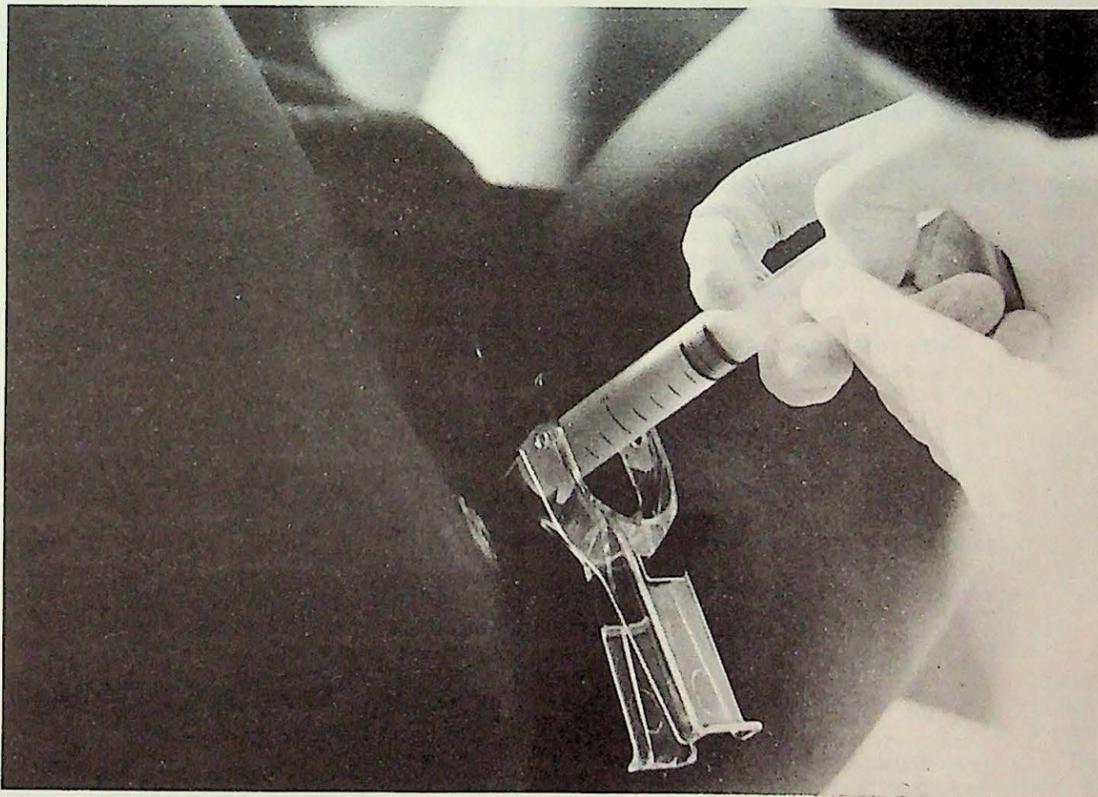
Le Dr Weill Hallé a raison lorsqu'elle dit, avec un peu d'amertume, que la contraception a fait faillite. Mais pourquoi ? parce que les pouvoirs publics n'ont rien fait pour l'information des femmes et pour faciliter matériellement la contraception (non-remboursement de la Sécurité Sociale). Tout en fait est à reprendre.

Joëlle Brunerie a insisté sur l'importance pour la femme de pouvoir choisir le moment où elle désire un enfant. Cette liberté est en effet essentielle pour la dignité de la femme : elle n'est plus alors l'être passif qui subit mais une personne responsable qui décide du moment où elle juge pouvoir mener à bien une maternité ou simplement le moment où elle désire un enfant.

un premier pas

La contraception et l'avortement (car la contraception n'est pas toujours efficace à 100 %) est donc un premier pas vers la libération de la femme. Cela l'incite à remettre en cause toutes les notions bien établies, contester tous les tabous qui, depuis des siècles pèsent sur elle. Pourquoi ne pas choisir librement sa vie, en dehors de toutes les contraintes imposées par la société bourgeoise ? Ce peut être toute une organisation nouvelle de la famille mise en cause. C'est cela qui fait se dresser contre la contraception et l'avortement les pouvoirs établis, et pourquoi ne pas le dire, par la majorité des hommes qui souhaitent garder l'autorité dans la famille.

Françoise CLAIRE ■



LA METHODE KARMAN : un avortement dans des conditions simples.

questions

Pendant l'émission, 2.000 appels ont été enregistrés. De nombreuses questions se recoupaient, mais au moins 500 étaient différentes et intéressantes. Cela prouve combien les Français sont, d'une part, ignorants de ces problèmes et, d'autre part, à quel point ils désirent s'informer (pour se rassurer, comprendre, se libérer des tabous, pouvoir vivre et s'aimer sans crainte). A quelques-unes de ces questions, Joëlle Brunerie répond :

N'est-il pas mieux qu'une femme se fasse avorter, plutôt que d'abandonner son enfant qui sera malheureux ?

L'enfant ne sera pas dans tous les cas malheureux, mais je pense que le traumatisme psy-

chique de la mère est encore bien plus grand en cas d'abandon qu'en cas d'avortement.

Ne pousse-t-on pas les jeunes à abandonner leurs enfants en faisant l'apologie de l'adoption ?

Le problème de les orienter vers la solution de l'adoption est politique : pourquoi les femmes des classes les plus défavorisées qui ne peuvent, pour des raisons socio-économiques, faire élever elles-mêmes leurs enfants devraient-elles les « fabriquer pour la société » ?

Il nous semble qu'un enfant non désiré est perdu. La contraception permet de décider l'époque à laquelle un enfant serait le bienvenu.

Un enfant non désiré n'est pas systématiquement perdu mais il est sûr qu'il sera plus heureux, si la date de sa venue a été pleinement choisie.

Où vont déposer leur enfant les femmes qui accoucheront cette nuit ? A quel porte ? Dans quelle crèche ?

Il arrive qu'elles soient désespérées au point de les laisser dans une poubelle (ce fut le cas tout dernièrement). Si elles accouchent en maternité, elles n'ont le droit ni de le voir ni d'en connaître le sexe. L'enfant est remis à l'Assistance publique ou à des œuvres privées.

Il faut faire passer l'information sur la contraception et

l'avortement, mais dans le cas où il y a déjà contraception et où les parents ne peuvent élever les enfants, que faut-il faire ?

Certaines collègues (Dr Roussel Le Guen, par exemple) proposent cette solution : laisser accoucher, stériliser la femme, abandonner l'enfant. La nôtre : l'avortement légal très précoce puis une bonne contraception.

L'avortement, s'il devient légal, le crime par voie de suite le deviendrait automatiquement, nous retournerions à l'état nazi...

Un pasteur a répondu à cette question « n'y a-t-il pas hypocrisie de la part de toutes les églises de protéger une vie

non consciente, alors que l'on accepte facilement les génocides, les guerres, les famines, etc. L'évolution de la civilisation ne serait-elle pas de reconnaître l'avortement à sa juste place après la contraception ? »

Peut-on être contre l'avortement lorsque l'on voit des femmes et de très jeunes filles mourir dans des conditions atroces ?

C'est précisément ce qui a été à l'origine de notre action, car une femme décidée à l'avortement emploiera tous les moyens ; cependant, que les techniques modernes lui permettront un avortement dans des conditions simples.

esthétique, cosmétique, même logique !

UNE femme de 28 ans est morte le 27 mars à Paris au cours d'une opération de chirurgie esthétique destinée à lui introduire des ballonnets de silicone dans les seins.

L'« esthète » en cause, le Dr Jean Pétraz, 17, boulevard Beauséjour, 16^e arrondissement, était assisté, lors du drame, d'une jeune puéricultrice et de son secrétaire, un câbleur électronique. Le cabinet ne disposait pas de réserve d'oxygène.

Mais qu'important, après tout, les causes techniques de l'accident ! Car ce « fait divers » recèle en lui, en profondeur, une dose aberrante d'aliénation.

Qui a tué cette jeune femme ? Quelles motivations, ou plutôt quelles stimulations, l'ont conduite à cette démarche fatale ?

Femme-objet, femme-spectacle, femme-fétiche, femme-marchandise, consommée puis rejetée, déjctée aux poubelles en fin de bail. Un bail bien court

qui décrète à 28 ans la fin d'une vie de femme parce que ses seins ne sont pas, ou plus, de gros nichons spectaculaires. Parce que ces objets du désir détourné ne correspondent plus aux normes qui sont celles des « prothèses mammaires » et des images publicitaires. Beuark !

Et tout ça donne « de l'esthétique », corporelle et chirurgicale. Ça permet à des mécaniciens inscrits au conseil de l'Ordre de profiter à plein d'un

commerce d'accessoires, le même, à vrai dire, que celui pratiqué par ces carrossiers transformant des « Coccinelles » en « Rolls ».

D'ailleurs, dans cette société de l'insatisfaction des désirs, dominée par le sexisme mâle, l'homme soumet « sa » voiture à l'artifice des « accessoires » de la même manière qu'il peut obliger « sa » femme à se faire façonner une « sacrée carrosserie » ou un « fameux châssis ». Les mots ne laissent aucun doute sur les intentions. Encore que parler d'intention ferait croire à une volonté consciente alors qu'il s'agit d'aliénation.

Aliénation à l'esthétique bourgeoise qui est l'un des piliers de l'idéologie de la marchandise dont la conformation à des normes précises — la normalisation, en politique — est facteur de rentabilité.

De l'« esthétique » au « cosmétique », il n'y a guère plus de distance qu'entre cet autre artiste du conseil de l'Ordre, médecin-industriel en produits de beauté, et ce curé-directeur de l'orphelinat de Meudon, digne rabatteur du capital. Pas plus qu'entre des « chercheurs » américains et leurs cobayes, des prisonniers Noirs abandonnés aux effets de la syphilis. Pas plus qu'entre la répression érigée en principe et cette société qui s'en nourrit crapuleusement.

Seules quelques nuances dans les données permettent de séparer de tels faits les uns des autres et de continuer à masquer la réalité et la logique d'un système derrière une mosaïque en apparence insignifiante.

Gérard BOREL ■

notes de lecture

• poésies occitanes

Nous avons demandé à notre camarade André Lau- de une présentation de son recueil de poésie : « Occitanie, premier cahier de revendications » (1).

L'OCCITANIE, je n'ai pas toujours su qu'elle existait. Je suis né en exil à Paris, c'est-à-dire nulle part, ou plus précisément dans la capitale du non-être. Pour certains je ne suis donc pas un vrai Occitan et ils se demandent pourquoi je revendique ce nom. Certes, depuis longtemps, les miens ont essaimé ici et là. Mais mes racines plongent assurément en terre d'Oc.

Cette terre d'Oc, cela fait longtemps que je la fréquente, que je l'aime, que je l'épelle, que je la dénude du regard, je me suis nourri très tôt de sa lumière, à nulle autre semblable, de ses feuillages, de ses eaux, de ses visages.

Puis j'ai appris que, sur cette terre d'Oc, s'était développée une civilisation qui, des troubadours aux Cathares, a illuminé l'Occident.

J'ai aimé cette Occitanie et j'ai été heureux de savoir que j'appartenais à ces terres où l'on a toujours aimé la liberté et haï le despotisme.

Cette Occitanie, écrasée, malgré une résistance farouche, par les seigneurs et les gens d'église avides de trésors terrestres, soucieux d'asservir les âmes, semblait être à jamais disparue, enfouie sous des couches de cendres à Montségur et à Muret. Elle avait fait place au Midi. Le Midi, ce n'est pas dangereux, ça se résume à la soupe de poissons, à l'aïoli, à l'accent, aux parties de pétanque, aux « Lettres de mon moulin »...

Mais, souterrainement, l'Occitanie se frayait un chemin vers la lumière de ce temps. Depuis dix ans, elle s'est dégagee des ténèbres. Elle revendique à nouveau son identité. Mais elle ne se contente plus d'affirmer l'existence d'une langue, d'une culture, d'une façon d'être distincte des autres parties de la « France ». Elle marche avec le drapeau de la révolution serré sur sa poitrine. Alors, j'ai eu encore plus envie de crier mon Occitanité.

amour d'oc

C'est pourquoi, j'ai publié en français mon recueil de poèmes. Et puis aussi parce que démy-

thifier la France, assumer l'Occitanie dans la langue du Capital, du Maître, m'apparaissait être un acte nécessaire. Ainsi, je portais le feu là où jusqu'alors il n'avait guère brûlé.

Poésie engagée ? Je n'aime guère ce terme qui laisse croire qu'il y a une vraie poésie non engagée, et une poésie « fourvoyée » parce qu'elle essaie de dire les problèmes, tous les problèmes de l'individu affamé d'amour, de liberté, de révolution, en proie à la solitude organique, blessé et fervent, tragique et combattant. Mon recueil, qui rassemble des poèmes dédiés à la terre et à la langue, des poèmes consacrés au feu de l'Eros et de l'Amour, des poèmes qui énoncent simplement les plaies du pays d'Oc : chômage, sous-développement, exil, des poèmes qui unissent les luttes des peuples de l'univers confrontés à la superpuissance capitaliste nord-américaine, est identiquement engagé, à chaque page. Militant ! que je parle guérilla, sexe, nuit ou larmes.

révolution

Je suis convaincu que la révolution à venir, qui urge, dont nous avons un besoin vital, s'arc-boutera contre les « minorités nationales » étouffées dans le carcan des Etats. Dans l'émergence de ces minorités, je vois une chance pour une authentique révolution. Une révolution capable de réaliser la démocratie ouvrière de base, l'autogestion totale de la société par les êtres humains. Une chance d'en finir avec ce socialisme « réformiste », qui est l'ennemi juré de la révolution, et ce socialisme « made in URSS » qui n'a rien à voir avec l'émancipation des exploités « aliénés ». Les Etats sont des obstacles majeurs sur la voie du socialisme vrai. Ils doivent être abattus. Et le soulèvement des « minorités nationales » opprimées sera le marteau qui écrasera ces structures du servage humain. Je ne désespère pas de connaître le jour où les révolutionnaires occitans, bretons, catalans, basques, corses mettront le feu aux poudres et rejoindront les autres minorités pour réaliser la révolution européenne, et mondiale.

En ce sens, l'Occitanie m'a rendu des racines, et un espoir qui avait été largement maltraité.

André LAUDE ■

(1) Occitanie. Premier cahier de revendications. Ed. P.J. Oswald, 7, rue de l'Ecole Polytechnique, Paris-5^e.

théâtre

ombres sur le théâtre du soleil

Ariane Mnouchkine, qui dirige la Compagnie du Théâtre du Soleil, à la Cartoucherie de Vincennes, recevait le 28 mars les journalistes. Devant un auditoire clairsemé (peu de « confrères » avaient fait l'effort de se déplacer), elle a expliqué la situation matérielle de sa compagnie : des dettes (450.000 F), des charges sociales lourdes, une subvention qui aurait dû être doublée, pour qu'elle puisse envisager de continuer son travail.

Très vite un débat s'instaura qui mit en cause la politique globale des subventions en matière culturelle : à tous les niveaux la pratique la plus courante est celle du secret à l'ombre duquel intrigues, petits jeux personnels, favoritisme, voire népotisme vont bon train.

Qui décide de donner cent millions (d'A.F.) à l'un pour réduire à la misère et à la disparition l'au-

tre ? Le problème est politique : il s'agit de savoir à qui va l'argent de la nation, quels sont les critères retenus pour le versement des subventions. Il faut dès maintenant faire campagne pour que ministères et hauts fonctionnaires donnent les raisons de leur choix, que les directeurs de théâtres, de compagnies rendent publics leurs comptes (comme l'a fait Ariane Mnouchkine), que les journalistes en finissent avec un silence complaisant.

L'affaire est d'importance : la survie des compagnies les plus créatrices en dépend, et l'on serait heureux de comprendre pourquoi l'argent va à la médiocrité et pourquoi les metteurs en scène originaux, les compagnies vraiment vivantes ont droit à des aumônes dérisoires.

D. N. ■

• Bambois la vie verte

C'est un livre qui a le parfum des fougères et des mousses, la sensualité de la laine vivante, le chant des oiseaux et des prés... C'est pourtant un livre sans apprêts, sans appâts : son charme est celui de la nature que l'on découvre. Bambois, la vie verte : l'histoire d'un jeune couple, elle professeur de dessin, lui ancien de la Bergerie nationale de Rambouillet, qui, en 1964 se sont établis dans les Vosges pour y élever des brebis. Refusant bien vite d'en faire de la viande de boucherie, ils se lancent dans la filature de la laine qu'ils tissent pour en faire des objets. Récit au jour le jour de leurs difficultés et de leurs espoirs, de prêts du Crédit agricole en douleurs de la forêt que l'on massacre, de la joie de la première écharpe tissée au sourire de l'enfant qui paraît.

Rousseauisme, retour à la nature, on a coutume d'être critique devant cette fuite de la vie urbaine étouffante, devant cette volonté de se mettre en marge de la société de profit. Passéisme, inefficacité politique dira-t-on encore : soit. Mais peut-on en vouloir à ceux qui n'attendent pas le socialisme pour réconcilier le soleil avec la liberté ? T.M. ■

Claudie Hunzinger, Bambois, la vie verte, coll. Vivre, Stock, 194 p., 15 F. Sur commande à la librairie de TS.

ANNONCE

• 2 couples de militants, avec chacun 2 enfants de moins de 3 ans, recherchent pour vacances au mois d'août, location d'un appartement 4 chambres, 1 cuisine dans la Creuse ou environs. Ecrire à Lacroix, B 14 rue Calmette, 59223 Roncq.



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK ». (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

luttons sans frontières

● Grande-Bretagne

Nottingham (de notre envoyé spécial). — 400 participants environ, venus de la plupart des régions de Grande-Bretagne. Délégués syndicaux, membres de la gauche du Labour Party, universitaires ou militants des groupes révolutionnaires, ils sont rassemblés pour la neuvième conférence annuelle de l'Institut pour le Contrôle ouvrier. Rendez-vous important pour la gauche du mouvement ouvrier, syndical et politique qui se trouve quelque peu dans un tournant.

MALGRE des progrès importants à l'intérieur du parti travailliste et des syndicats — ce sont les militants qui ont imposé à la confédération syndicale T.U.C. une grève générale contre la politique économique du gouvernement conservateur, pour le 1^{er} mai, — elle n'est pas parvenue à mobiliser pleinement les travailleurs (et à les faire peser sur leurs organisations) contre les fléaux majeurs de la politique anti-sociale des Tories : le chômage et l'inflation.

Une part importante des travaux de commission a été justement consacrée aux caractéristiques actuelles des luttes ouvrières — à la fois branche par branche et par thème. Il y a eu en quelque sorte un déplacement d'intérêt par rapport aux traditions syndicales : jusqu'à présent, la majeure partie des grèves importantes portait sur les salaires, le niveau de vie. Le blocage des salaires et de prix que le gouvernement conservateur a su imposer avec efficacité (du moins pour les salaires...) a largement freiné les luttes revendicatives de ce type. Et l'échec des grèves des ouvriers de Ford, des employés du gaz, des fonctionnaires, des mineurs, l'issue incertaine du mouvement engagé par les travailleurs hospitaliers fait beaucoup réfléchir nos camarades britanniques.

D'où l'attention portée, par contrecoup, aux combats menés contre les licenciements, qui suscitent de nouvelles formes de lutte dans une perspective qui est globalement celle du contrôle ouvrier. Les débats fort intéressants de cette commission retiennent toute notre attention ainsi que celle de la délégation de la CFTD conduite par Fredo Krumnow. C'est là que les *shop stewards* (délégués d'atelier) vinrent faire le récit des nombreux *work-ins* (occupation de l'entreprise avec poursuite du travail sous direction des délégués) qui ont eu lieu depuis un an en Angleterre (un des participants en avait dénombré plus de quarante...). La plupart du temps, ces *work-ins* font face à une crise immédiate : la menace de fermeture de l'entreprise. Ils sont la réaction immédiate des travailleurs affirmant leur droit au travail — et ils citent Shakespeare : « Tu me privas de ma vie, si tu me privas des moyens de vivre », (le Marchand de Venise) — et leur capacité à gérer l'entreprise aussi bien ou mieux que le patron... Et s'ils laissent nombre de questions en suspens (celles des rapports au travail, de la finalité de la production qui demeurent souvent indiscutées), ils constituent outre leur valeur pédagogique, un élément important de la bataille pour le contrôle ouvrier.

D'autres questions firent l'objet de commissions pleines d'intérêt : sur les sociétés multinationales, la pollution ou — pour la première fois — les femmes et le contrôle ouvrier. Mais l'un des éléments essentiels fut dans la séance plénière consacrée à l'autogestion. Il était intéressant d'entendre l'un des dirigeants de l'Institut, Stephan Bodington, affirmer que l'autogestion était une perspective indispensable aux combats qui se mènent dès aujourd'hui et que, du contrôle ouvrier dans les luttes actuelles, à l'autogestion de la société socialiste, il y avait une perspective stratégique globale à souligner. Une convergence d'intérêt et de point de vue que Bernard Jaumont qui représentait avec Georges Constantin, le Bureau na-

tional du PSU, ne manqua pas d'indiquer. Parce que le débat qui suivit, ressembla curieusement aux nôtres : les nationalisations, l'expérience yougoslave...

Il n'est pas indifférent que les militants révolutionnaires de part et d'autre de la Manche, se posent des questions similaires, au même moment. Toutefois, une ambiguïté planait sur l'ensemble des débats : l'Institut n'est pas une organisation politique et c'est justement son caractère de centre d'information et de débat qui lui permet de prendre des initiatives comme celle de cette conférence. Aussi bien une question restait en l'air : comment faire passer cette stratégie ?

Certains se demandent en effet si le moment n'est pas venu de s'engager plus à fond dans la bataille à l'intérieur du Parti travailliste : « dans ma faiblesse de marxiste, nous confiais l'un des responsables de l'Institut, je milite au Labour Party parce que c'est là que sont les masses... ». C'était une sorte de réponse aux représentants des groupes d'extrême-gauche fort nombreux (toutes les variétés du trotskysme étaient représentées) qui n'avaient d'autres propositions à faire que celle de grèves générales de deux semaines à répétition, voire de la grève générale jusqu'à la victoire... Réponse d'autant plus importante que la présence à la conférence d'Anthony Wedgwood Benn, ancien membre du cabinet fantôme, d'Audrey Wise, candidate désignée pour Coventry, semble indiquer des changements possibles au sein du Labour.

Contrôle ouvrier sur le parti travailliste et les syndicats : voilà un mot d'ordre lancé qui peut permettre à la gauche du mouvement ouvrier britannique d'aller de l'avant, si elle sait ne pas s'enfermer dans les perspectives électorales...

Jean-François MERLE ■



● solidarité Michelin

Au classement général mondial du pneu, Goodyear est en tête, deuxième Firestone, troisième Michelin. Mais le troisième pourrait bien devenir le premier grâce à un processus en cours pour absorber ou contrôler un certain nombre d'autres producteurs (Kléber-Colombes, Continental et Phenix en Allemagne). Il y a de quoi inquiéter les 90.000 travailleurs des douze pays où la firme est implantée : plus Michelin devient puissant, plus la condition des travailleurs est mauvaise.

LE problème pour les travailleurs de Michelin : comment attaquer cette firme multinationale ? C'est pour cette raison que les syndicats ont mis en place, depuis plusieurs années déjà, le Conseil mondial Michelin. Celui-ci s'est réuni il y a quinze jours à Paris. Douze pays étaient représentés (CFTD pour la France, avec la CGT en observateur).

On y a décidé de passer à l'attaque sur deux thèmes : Le premier est celui du droit syndical. Michelin est un patron de combat partout dans le monde. Au Canada, il refuse le syndicalisme, c'est interdit aux travailleurs. On n'a jamais été aussi net en France, même chez Citroën ou Simca... En Allemagne, on licencie sans complexe les délégués au Comité d'entreprise... En France, on ne

s'en prive pas non plus : Michelin a au moins une dizaine de procès sur le dos pour atteintes au droit syndical ou licenciements abusifs.

Le deuxième thème d'action est celui de la garantie de l'emploi et des qualifications. Comme on l'a vu en Italie, Michelin ne se gêne pas pour fermer une usine un peu trop bouillante, pour en ouvrir une nouvelle avec d'autres travailleurs, de l'autre côté de la rue, que la largeur de la rue soit égale à la distance de Turin en Suisse ou de la taille d'un océan ne change rien au problème.

En Allemagne et en Grande-Bretagne, il y a actuellement blocage de l'embauche, tandis qu'à Clermont-Ferrand on assiste à une baisse lente mais sensible des effectifs. Pendant ce temps, Michelin fait construire deux usines

en Caroline du Sud (USA), région réputée pour sa main-d'œuvre docile.

Va-t-on rester encore longtemps sans rien faire ? Michelin est très fort pour se mettre à l'abri de toutes les interventions « légales ». Quel gouvernement peut s'attaquer à cette entreprise qui a installé le siège de Michelin-International en Suisse, celui de Michelin-Amérique aux Bahamas et va établir celui de ses filiales au Luxembourg ? Pour ce grand chrétien qu'est François Michelin, le paradis ne peut être que fiscal.

C'est donc uniquement sur le terrain de la production et par les travailleurs que Michelin pourra être battu. Dans les deux mois qui viennent, dans chaque usine, des actions sur le droit syndical et l'emploi vont s'engager. Les formes varieront selon les situations. En cas de conflit dur ici ou là, on sait pouvoir compter sur la solidarité internationale qui a déjà fait ses preuves lors du conflit OPK (octobre 72).

Après avoir fait le bilan de ces deux mois d'action, on déterminera une intervention générale au niveau du trust : on parle d'une manifestation mondiale à Clermont-Ferrand.

Michelin est meilleur que ses concurrents au niveau technique, mais il est bon dernier en matière sociale. Ce qui ne veut pas dire que les autres sont parfaits. Il ne faut donc pas les négliger. Parallèlement au Conseil mondial

Michelin, s'est tenu, toujours à Paris, celui de Goodyear et Firestone.

Là on regarde vers l'Amérique (Canada, USA) où vont se négocier, à Cincinnati, les nouveaux contrats de travail qui doivent entrer en vigueur le 21 avril. La négociation sera dure. Les travailleurs subissent, au niveau de leur pouvoir d'achat, les conséquences de la crise économique des Etats-Unis. Leurs revendications sont énormes sur les salaires, les retraites et la protection en cas de chômage. La grève pourrait donc être décidée dès le 21 avril chez Goodyear, Goodrich, Firestone et quelques autres. Le conflit s'étendrait aux deux cents usines réparties dans le monde.

De plus, on compléterait la grève par une mesure de boycott sur les produits de l'une des marques... On ne va quand même pas vous dire laquelle... Donc, chaque entreprise se méfie. Et les syndicats veillent en prenant des mesures. Le mot d'ordre d'un contrôle très strict des heures supplémentaires est lancé dans chaque usine. Il ne faut surtout pas laisser aux patrons la possibilité de se constituer des stocks... On risque donc de manquer de pneus.

Il ressort de cette semaine de réflexion et de travail des syndicats que face aux entreprises multinationales on est passé du niveau de l'étude et de la coordination à celui de la lutte globale. Ça devient intéressant.

Jacques FERLUS. ■